



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 049 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 17 avril 2007

—
Président

M. James Bezan

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 17 avril 2007

• (0905)

[Traduction]

Le président (M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC)): La séance est ouverte. À tous je souhaite la bienvenue à Olds. Je sais que Myron voudra le faire, car c'est sa circonscription, mais j'ai moi-même quelques affinités avec Olds College. J'en suis diplômé. Il est bien de revenir ici.

Je veux souhaiter la bienvenue à Leona Dargis, membre de l'Association pancanadienne de la relève agricole. De fait, nous l'avons accueillie à une réunion du comité à Ottawa il y a quatre à six semaines. Nous accueillons aussi Douglas McBain, de la Western Barley Growers Association. D'Agri-Trend, nous accueillons Robert Saik, qui prendra la parole en premier. Du regroupement Alberta Beef Producers, nous accueillons Erik Butters et aussi le directeur général, Rich Smith.

Vous pouvez nous rejoindre à la table, si vous le souhaitez, Rich, dans la mesure où vous voulez aider Erik à répondre aux questions.

Commençons donc. Robert dit qu'il est pressé. Nous allons donc lui laisser la parole en premier. Il est à espérer que vous allez pouvoir rester et répondre à quelques questions avant de vous précipiter vers votre prochaine réunion.

M. Robert Saik (président-directeur général, Agri-Trend): Merci de m'accommoder. J'ai une réunion à 11 h à Calgary. J'apprécie que le comité me réserve ce temps. De même, j'apprécie l'occasion qui m'est offerte de parler au comité du cadre stratégique de l'agriculture.

Pour vous donner un aperçu rapide de la situation, je vous dirai que je suis fondateur et président-directeur général d'Agri-Trend Agrology. Notre cabinet est l'un des plus importants du domaine de l'expertise-conseil indépendante en agronomie. Nos champs d'action sont la gestion des affaires, la gestion des risques, la conformité en matière d'environnement et la production agricole. Notre mission consiste à aider les agriculteurs à affecter les ressources à leur disposition de manière à en arriver à une production sécuritaire, fiable, rentable et écologiquement responsable. Nous comptons un réseau d'agents indépendants qui travaillent ensemble sous une organisation-cadre, d'après un modèle d'affaires commun. Nous offrons nos services partout, depuis l'île de Vancouver jusqu'à la vallée de l'Outaouais, depuis le Yukon jusqu'à la frontière américaine. Nous travaillons avec des maraîchers, nous travaillons avec les grands exploitants de parcs d'engraissement, nous travaillons avec des membres de colonies hutériennes, nous travaillons avec les responsables de fermes mixtes, nous travaillons avec tout le monde. Pour asseoir notre travail sur de solides fondements scientifiques, nous comptons parmi nos membres du personnel huit titulaires de doctorat et 14 titulaires de maîtrise.

Aujourd'hui, je voudrais parler de l'occasion qu'a le gouvernement de recourir à un nouveau secteur de l'économie, le secteur de l'expertise-conseil, pour mieux remplir le mandat associé au cadre

stratégique de l'agriculture. Je voudrais parler de trois choses qui relèvent du CSA, soit le PEF, le PNGA et les SSPE : le plan environnemental de la ferme, le programme national de gérance agroenvironnementale et les services spécialisés de planification d'entreprise. Ce sont les dossiers dont je voudrais parler.

Je crois que la société va résister de plus en plus aux mesures dites de la catégorie rouge en agriculture, c'est-à-dire les subventions directes. Je crois que nous allons assister à une expansion des mesures de la catégorie verte dans le domaine, c'est-à-dire un financement qui permet d'appuyer l'aspect écologique et environnemental du travail des agriculteurs.

• (0910)

Le président: Robert, si vous me permettez de vous interrompre pour un instant, je vous demanderais de parler un peu plus lentement pour que nos traducteurs puissent mieux saisir ce que vous dites.

M. Robert Saik: Je m'excuse auprès des traducteurs et des membres francophones du comité. Je parle deux langues soit l'anglais et l'ukrainien, mais ça ne nous serait pas très utile au Québec.

La majeure partie de ce que j'ai dit ne représente qu'une entrée en la matière de toute façon. Nous arrivons maintenant à la substance.

À titre de cabinet d'experts-conseils indépendants qui travaille auprès des agriculteurs, nous pouvons dire d'expérience qu'aider les agriculteurs à accéder au programme et à bien s'en servir est une tâche très frustrante. À mon avis, ni le gouvernement provincial ni le gouvernement fédéral ne dispose des ressources nécessaires pour offrir ces programmes en masse aux agriculteurs. À mon avis, il est essentiel que le gouvernement se tourne vers le secteur privé pour faire prendre en charge une partie de l'exécution de ces programmes. Je vais vous donner trois exemples concrets de la chose, dans le bref moment où je peux être avec vous.

Le premier exemple est celui des plans environnementaux de ferme. Bon nombre des agriculteurs et cultivateurs avec lesquels je travaille personnellement sont des gens très occupés — et, au sein de notre organisation, nous travaillons auprès de centaines d'agriculteurs, sinon des milliers. Ils n'ont ni la patience, ni le temps voulu pour passer au travers de certaines des démarches liées au plan environnemental de ferme.

Nous avons proposé une démarche où nous formions nos gens pour qu'ils puissent être jugés aptes à produire un plan environnemental de ferme auprès de nos clients. Nous avons une connaissance intime des activités de nos clients — nous étions en mesure de faciliter ce travail, d'une manière très concrète. L'an dernier, nous avons engagé une dame de la RBC. Elle s'est jointe à Agri-Trend, et nous l'avons placée en formation auprès de l'Alberta Environmental Farm Plan Company.

Nous avons remis deux plans environnementaux de ferme à nos clients. Nous avons encore 26 gros dossiers à remettre à notre nouvelle employée. À la dernière minute, les gens là-bas ont changé d'idée et retiré le programme. La jeune dame s'est trouvée sans emploi et a dû accepter un poste chez Agricore United. Quant à nous, nous avons perdu 15 000 à 20 000 \$ en investissements et en formation. Inutile de dire que cela m'a beaucoup dérangé, car bon nombre des agriculteurs destinés à bénéficier de ce programme selon notre démarche n'ont toujours pas reçu leurs numéros de plan environnemental de ferme, et on ne sait pas très bien à quel moment ils vont le recevoir.

Une fois que vous avez reçu votre numéro de plan environnemental de ferme, vous avez droit au fonds de gérance environnemental offert au moyen de 26 programmes différents du gouvernement. Le problème, c'est le temps que cela prend. Ce matin, j'ai eu une conversation téléphonique avec un de nos conseillers agricoles au Manitoba, Nelson Moorhead, de Hamiota, au Manitoba. Nelson m'a dit que plusieurs de ses clients attendent depuis huit à dix mois de recevoir leur numéro d'approbation en rapport avec un projet qui leur donnerait droit au fonds national de gérance environnementale.

Il suffit de jeter un coup d'oeil dehors pour voir que nous évoluons dans un domaine biologique. Les agriculteurs ne peuvent dépenser les sommes d'argent prévues dans leur projet tant qu'ils n'ont pas reçu leur numéro. S'ils n'ont pas reçu leur numéro, ils ne peuvent aller de l'avant, car on ne peut produire une facture avant de recevoir le numéro d'approbation qui figure sur la demande du programme national de gérance environnementale. Le temps d'attente associé au programme est simplement trop long.

Le temps d'attente est inacceptable. Une fois que l'agriculteur a obtenu son numéro de plan environnemental de ferme, cela ne devrait pas prendre beaucoup de temps pour déterminer s'il a droit à des fonds pour un GPS sur un avion pulvérisateur, le soutien de la planification de la gestion des nutriments ou de l'utilisation d'insecticides, ou encore la modification d'un plan de gestion du lisier. Cela prend tout simplement trop de temps.

En ce moment, nous estimons qu'il y a l'équivalent de bien au-delà de 200 000 \$ de projets en attente dans le seul cas de notre organisation à nous. Ils sont tous bloqués, en attente.

Le dernier dossier dont je voulais parler, c'est celui des services spécialisés de planification d'entreprise. J'ai préparé de la documentation qui vous sera remise plus tard. Je m'excuse de ne pas avoir eu tout de suite une version française et une version anglaise à la fois.

À titre d'exemple de services spécialisés de planification d'entreprise, citons le cadre stratégique de l'agriculture. L'an dernier, en 2006, nous avons entamé un projet pilote visant à fournir des services spécialisés de planification d'entreprise à nos clients partout au Canada. Nous avons travaillé avec le bureau du renouveau à Regina. Nous avons envoyé là six formulaires pilotes qui ont été acceptés sous la rubrique des services spécialisés de planification d'entreprise. Nous avons conçu une démarche destinée au reste de nos agriculteurs clients.

● (0915)

Nous nous sommes rendus au bureau de Regina plusieurs fois. Les gens là nous ont dit qu'ils ont signalé au reste du pays que nous étions prêts à faire profiter nos clients des services spécialisés de planification d'entreprise. J'ai demandé s'il nous fallait réserver un vol pour Ottawa. Ils ont répondu que non, qu'ils avaient souligné la chose à tout le monde. Nous nous sommes lancés. Deux cent cinquante agriculteurs ont commencé à cheminer. Cent cinquante demandes ont été préparées et soumises. Elles se sont mises à atterrir

sur les bureaux, partout au pays. Elles ont commencé à atterrir sur les bureaux des responsables du renouveau partout au Canada, et le train s'est arrêté.

À Edmonton, on était d'avis qu'il manquait des précisions. À Regina, on a dit qu'on n'avait jamais rien vu de mieux. À Ottawa, c'était entre les deux — on ne savait pas qui devait prendre les choses en main. Ce n'était rien de moins qu'une catastrophe.

Nous avons investi plus de 250 000 \$ pour préparer notre équipe et programmer nos systèmes et faire ce qu'il faut pour que les choses avancent. Non seulement nous avons perdu le capital investi, mais notre réputation en a pris un sérieux coup auprès de nos clients et de notre réseau de conseillers agricoles.

En ce moment, je crois que le financement du projet a été approuvé dans le cas des six premières demandes que nous avons présentées dans le cadre des services spécialisés de planification d'entreprise. J'ai parlé à un responsable d'Ottawa et je lui ai demandé de nous donner une marche à suivre pour les services spécialisés de planification d'entreprise. Il nous a dit de nous reporter à l'annexe C. Eh bien, je connais l'annexe C. L'annexe C est ambiguë. Elle peut être interprétée de plus d'une façon. J'ai demandé d'obtenir un modèle, et vous verrez dans la documentation que j'ai apportée aujourd'hui que je l'attends toujours.

À mes yeux, il est évident que l'interprétation de ces programmes varie d'un endroit à l'autre au pays. Le secteur privé pourrait très bien prendre en charge l'exécution de ces programmes, mais il faut une certaine part d'uniformité et de clarté, pour que nous puissions savoir ce qu'il faut faire. Je dois applaudir à certaines des idées qui se trouvent dans le cadre stratégique de l'agriculture. Je crois que nombre des initiatives associées aux « piliers » en question représentent tout à fait l'orientation que devrait prendre le pays. Je ne crois pas que le cadre stratégique de l'agriculture doive faire obstacle aux activités des agriculteurs. Tout de même, vous le savez: si une société veut empêcher que les vaches se trouvent dans une rivière ou un ruisseau, si elle veut que l'agriculteur installe une clôture pour que les vaches n'y aillent pas, et que l'agriculteur en question installe une clôture ou creuse un puits, cela comporte des coûts. Les agriculteurs sont tout à fait prêts à faire un tel travail, dans la mesure où ils ont un soutien pour le travail que la société souhaite leur faire faire.

En tant que membres d'un cabinet d'experts-conseils privé, nous appuyons le cadre stratégique de l'agriculture. Par contre, je dois dire que, d'après notre expérience, pour l'instant, cela est extrêmement frustrant et très coûteux. Je dirais aussi que, faute de clarté, nous n'avons pu réaliser que de très, très piètres progrès en tant qu'organisation lorsqu'il s'agit d'aider le gouvernement à faire avancer ce dossier.

Le président: Merci. Vous finissez tout juste au bon moment.

Monsieur Butters, vous disposez de dix minutes, ou moins.

M. Erik Butters (président, Alberta Beef Producers): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'appelle Eric Butters. J'ai un élevage avec ma famille à une heure et demie de route d'ici, à l'ouest de Cochrane.

J'apprécie le fait de pouvoir venir vous voir si près de chez moi; merci de l'occasion.

Nous reconnaissons la valeur du travail qu'accomplit le comité permanent en informant le reste du gouvernement des questions que nous mettons de l'avant.

Je tiens à profiter de l'occasion pour vous remercier de la position que vous avez adoptée il y a un certain temps à propos des permis d'importation supplémentaires. Cela a toujours été un irritant à nos yeux, du point de vue commercial. Nous reconnaissons que nous avons l'accès négocié — quelque chose comme 67 000 tonnes métriques. La statistique a presque doublé depuis quelques années, ce qui nous a causé toutes sortes de problèmes et a frustré certains de nos autres partenaires commerciaux.

Nous avons maintenant un problème avec l'augmentation de la capacité d'abattage et la situation en ce qui concerne l'ESB. Cela a servi à montrer à quel point nous étions vulnérables en ce qui concerne la capacité d'abattage. Maintenant, nous avons la capacité voulue, mais notre taux d'utilisation est inférieur à 70 p. 100. Le fait de permettre des importations supplémentaires viendrait, encore une fois, exacerber le problème.

Pour ce qui est de la gestion des risques commerciaux, nous admettons que le risque fait partie intégrante de l'agriculture, y compris l'industrie de l'élevage du bétail. Nous sommes en mesure de gérer plusieurs risques au moyen de la diversification, de l'assurance privée et autrement. Tout de même, nous reconnaissons que les programmes gouvernementaux jouent un rôle dans la gestion des risques, particulièrement dans les situations d'exception.

Nous venons tout juste, nous sommes tout juste à nous sortir tant bien que mal de la dernière situation particulièrement exceptionnelle en ce qui concerne l'ESB. Nous croyons qu'il appartient aux producteurs de composer avec les fluctuations normales des revenus; les hauts et les bas normaux du marché, nous les acceptons et savons que nous devons les affronter.

Un programme doit toujours être neutre du point de vue des marchés, et donc réduire au minimum l'influence sur les décisions des gens d'affaires. Les programmes ne devraient pas modifier l'équilibre concurrentiel au sein d'une industrie, d'une région ou d'un secteur. Il doit permettre que l'industrie soit guidée par les signaux clairs du marché. Le programme doit être structuré de manière à réduire au minimum le risque du commerce international en plus d'être le plus transparent et le plus prévisible possible.

Ce sont là les principes qui, du point de vue des Alberta Beef Producers et de notre filiale nationale, la Canadian Cattlemen's Association, devraient présider à la gestion de ce genre de situations. Tout de même, nous sommes d'avis qu'un élément prioritaire de la politique agricole devrait consister à établir un cadre national d'intervention en cas de catastrophe, qui permettrait de venir en aide rapidement et de manière cohérente aux producteurs qui font face à une catastrophe, par exemple une inondation, une sécheresse marquée ou la fermeture des frontières. Les programmes adoptés devraient définir les catastrophes visées, établir les paramètres de financement, prévoir les éléments de la gouvernance du programme et donner le plus de précisions possible relative aux catastrophes en question.

Nous reconnaissons que le PCSRA a fait l'objet d'améliorations depuis quelque temps. Il y a probablement encore du chemin à faire de ce point de vue. Nous ne voulons pas que le PCSRA serve à dissuader la gestion des risques chez le producteur ou à susciter des réactions chez les partenaires commerciaux, dans la mesure où ils se situent trop près de la catégorie rouge, comme on en a déjà parlé aujourd'hui.

Pour ce qui est du renforcement de l'interdiction sur les aliments du bétail, nous sommes d'accord avec les objectifs fixés : accélérer l'éradication de l'ESB et ouvrir le commerce avec nos clients à l'étranger. L'interdiction des aliments du bétail, l'infrastructure et les

coûts opérationnels liés à la mise en oeuvre ainsi que le désavantage concurrentiel que nos producteurs et nos transformateurs doivent affronter face à l'industrie américaine, du fait de son renforcement de l'interdiction sur les aliments du bétail —

Nous accueillons favorablement les fonds fédéraux et provinciaux fournis pour régler les problèmes en question. De même, nous applaudissons au fait que le gouvernement de l'Alberta soit le premier, parmi les gouvernements des provinces, à signer le programme d'aide financière pour l'élimination des matières à risque spécifiées avec le gouvernement fédéral. Nous croyons que le financement devrait servir à financer les coûts d'infrastructure et de fonctionnement des responsables de la transformation et de l'équarrissage. Ça semble être l'orientation qui est prise.

Quant au commerce, dans mes notes, je crois avoir ce qui vous a été remis, je crois, et où il est question de la Corée.

● (0920)

Les conséquences commerciales vont bien au-delà du seul cas de la Corée. Nous affrontons sans cesse des obstacles au commerce, sous la forme de barrières tarifaires et de barrières non tarifaires. À nos yeux, il importe vraiment que le gouvernement fédéral adopte toutes les mesures possibles pour réduire les obstacles au commerce et nous permettre d'accéder aux marchés du monde entier.

La compétitivité. L'industrie canadienne du boeuf a des défis énormes à relever pour essayer de demeurer concurrentielle, par rapport à sa rivale américaine. Nos producteurs doivent composer avec le problème du rendement des céréales fourragères, et voilà une question dont j'aimerais parler pendant une minute. Nous constatons, aux États-Unis en particulier, une augmentation continue du rendement des récoltes de maïs. Il y a énormément de recherches, privées et publiques, qui se font en ce qui concerne les rendements dans le domaine du maïs, et nous venons d'assister à une montée en flèche. Je crois qu'on a doublé le rendement depuis 12 ou 15 ans. Nous n'avons pas vu de réaction au Canada. Dans l'ouest du Canada, où l'orge et, dans une certaine mesure, le blé constituent des éléments importants des aliments du bétail, le rendement des récoltes d'orge et de blé a simplement plafonné. Cela est au même point depuis 20 ans.

Nos concurrents aux États-Unis profitent donc de cette poussée soudaine de la production, et nous passons à côté. Nous craignons que cela tienne en partie à la recherche fondamentale et en partie, probablement, au fardeau de la réglementation et de la bureaucratie, qui tarde à autoriser la mise en place des meilleures variétés.

Les politiques et les mesures incitatives relatives aux biocarburants ont pour effet de créer une lutte pour les acres dont le concurrent est soutenu par l'État. Nous réalisons que la technologie existe aujourd'hui, mais pour chaque segment de trois acres ou de trois boisseaux de blé fourrager qui est consacré à la production d'éthanol, il y en a un qui revient sous la forme d'un produit dérivé qui est utile au secteur de l'élevage du bétail, particulièrement les bovins. Tout de même, c'est une mince consolation pour nombre d'entre nous.

Songez-y, monsieur Thompson : vous me donnez 3 \$, et je vous remets 1 \$, puis vous continuez à me remettre toujours 3 \$, puis je vous remets toujours 1 \$ jusqu'à ce que vous vous en lassiez — cela explique un peu notre sentiment. Nous ne voulons pas troubler la fête du secteur céréalier. Le secteur céréalier a eu des problèmes pendant longtemps, et je suis surpris de voir qu'il soit encore si dynamique. Il est donc évident que le secteur céréalier avait besoin d'un coup de pouce. Tout de même, à long terme, nous craignons beaucoup de devoir concurrencer les contribuables quand vient le temps d'acheter des intrants dans notre secteur.

Monsieur le président, je ne sais pas si mes dix minutes se sont écoulées.

Merci et je serai heureux de répondre aux questions qui me seront posées au fil de la discussion.

• (0925)

Le président: Merci, monsieur Butters.

Monsieur McBain, de la Western Barley Growers Association. Vous disposez de dix minutes.

M. Douglas McBain (président sortant et directeur, Western Barley Growers Association): Merci, monsieur le président.

Je suis diplômé moi aussi du Olds College. Ma ferme se situe à 40 minutes de route d'ici, vers le sud-ouest, dans les contreforts de l'Alberta.

Je tiens à remercier le comité d'avoir pris le temps de faire une tournée. Je sais que l'organisation d'un tel voyage représente toute une somme de travail. Certes, il est relativement plus facile pour nous de venir vous parler ici que d'aller à Ottawa. Encore une fois, j'apprécie le temps et l'effort que vous avez mis pour être là aujourd'hui.

Au nom du regroupement Western Barley Growers, je vous remercie de l'invitation qui nous est offerte de nous adresser à vous aujourd'hui à propos du cadre stratégique de l'agriculture.

Parmi les cinq piliers que comporte le cadre stratégique de l'agriculture, la gestion des risques commerciaux représente certes le plus important, celui qui attire le plus l'attention. C'est celui auquel nous allons consacrer la majeure partie de notre exposé. À propos des quatre autres piliers, je vais réitérer les observations que j'ai formulées en 2003, au moment de notre comparution devant le comité permanent, soit que les quatre autres piliers sont sensiblement sous-financés, au point où certains d'entre eux n'ont aucun impact.

La Western Barley Growers Association a recouru au programme des partenariats avec le secteur privé pour la gestion des risques, sous l'égide du CSA, et travaillé de ce fait à un programme très fructueux, soit la chambre de compensation pour les denrées agricoles. Nous souhaitons que le programme en question soit maintenu, car il a très bien fonctionné dans notre cas; nous en avons tiré des avantages importants. Il a servi à verser un financement stable en rapport avec la conception d'outils de gestion des risques pris en charge par le secteur privé dans plusieurs domaines, et nous encourageons le comité à maintenir ce programme dans le cadre du CSA deuxième mouture.

Nous avons déployé beaucoup d'efforts en rapport avec l'élaboration du premier PCSRA, à savoir la manière dont il est né de la fusion du CSRN et du PCRA. Nous souhaitons que le PCSRA demeure un programme agroglobal axé sur la marge de référence, qui s'applique durant les années où la production ou le prix des denrées est faible. Nous aimerions qu'il demeure un programme qui s'applique en cas de besoin, plutôt qu'à la manière d'un droit.

Le PCSRA a été utile à mon exploitation agricole. La première fois, c'est probablement au moment où j'ai pu recourir à mon compte autrement inaccessible du CSRN, du fait de la modification apportée au PCSRA. Je suis peut-être chanceux dans le sens où j'ai eu des années marquées par une forte marge, d'où provenait la base de paiements pour les années de sécheresse. La modification qui nous ramènerait à un programme de type CSRN en ferait une question de droit plutôt qu'un recours en cas de besoin.

Le problème, dans le domaine de la culture des céréales, c'est la dépendance à l'égard de la Commission canadienne du blé en ce qui

concerne la mise en marché. Les producteurs céréaliers qui se fient à la Commission canadienne du blé pour mettre leurs céréales sur le marché se trouvent dans une situation très défavorable. La CCB a refusé d'accepter toutes les céréales que les producteurs ont offertes pour la mise en marché depuis trois ans. Cela a eu un effet catastrophique sur le calcul aux fins du PCSRA. Comme la marge dans le cas des céréales se situe au mieux à 10 p. 100, et plus vraisemblablement autour du zéro ou encore moins, les calculs des dernières tonnes à vendre représentent la marge. Lorsque la Commission canadienne du blé refuse jusqu'à 50 p. 100 des boisseaux souscrits, comme cela a été le cas pour le blé dur, cela a un effet de distorsion sur les paiements liés au PCSRA. À ce moment-là, les agriculteurs ont les mains vides : plus d'argent, plus de paiement du PCSRA. Ils n'ont pas réussi à vendre leur chargement de grain, mais les stocks ont été comptés parmi les débiteurs et intégrés dans les PDR, de sorte qu'il n'y a pas de paiements issus du PCSRA. On critique le programme en disant qu'il ne répond pas aux besoins des agriculteurs, mais c'est la mauvaise gestion à la CCB qui est en cause, de même que le refus de se plier à quelques-unes des rares exigences réelles prévues dans la Loi sur la CCB.

Pour ce qui est d'Éric et du financement public de la R-D, il y a eu évaporation presque complète des sommes d'argent publiques consacrées aux diverses recherches sur les produits tirés des céréales et des oléagineux dans l'Ouest. Cela a été transféré entièrement au secteur privé, ce qui peut comporter certains avantages, mais il y a certainement des inconvénients à cela à long terme.

Je suis disposé à répondre à toute question ou observation de votre part.

• (0930)

Le président: Merci, monsieur McBain.

Madame Dargis, je vous prie.

Mme Leona Dargis (membre, Association pancanadienne de la relève agricole): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis enchantée d'être ici ce matin pour vous présenter certaines questions durant l'heure à venir ou à peu près.

Je vais vous donner un peu de renseignements sur moi. Je suis originaire du nord-est de l'Alberta, au nord de St. Paul, et je viens d'une ferme mixte. Nous avons un parc d'engraissement de 6 000 têtes et 6 000 acres de récolte — l'an dernier, nous en avons semé 7 000. Je travaille avec mes quatre jeunes soeurs; nous dirigeons essentiellement l'exploitation agricole. D'ici quelques semaines, je vais retourner à maison pour m'installer à demeure sur mon tracteur.

Pour ce qui est de ma scolarité, j'étudie ici à l'Olds College depuis quatre ans. De fait, à la fin du mois, je serai heureuse de terminer mes études appliquées en affaires agricoles. Au cours des dix derniers mois environ, les études appliquées m'ont permis de travailler de concert avec Meyers Norris Penny, groupe d'experts-conseils en comptabilité commerciale et, de ce fait, d'oeuvrer dans le domaine agricole et de prendre l'initiative de découvrir combien de nos clients ont présenté une demande dans le cadre du programme canadien d'options pour les familles agricoles ou y avaient droit. Comme je l'ai dit à Ottawa, s'il y a 120 demandeurs qui touchent plus de 1 million de dollars et que 85 p. 100 d'entre eux n'en étaient même pas au fait, toute la question de l'éducation autour de ces programmes est relative.

Par ailleurs, dans le domaine, je siège aussi à l'Agriculture and Food Council. Si je me souviens bien, je suis là aujourd'hui pour représenter l'Association pancanadienne de la relève agricole, où j'ai récemment été élu membre hors cadre.

Lorsque nous devons réfléchir aux questions ou aux problèmes auxquels nous faisons face à titre de jeunes agriculteurs au sein de l'industrie, nous pensons d'abord et avant tout, bien entendu, à l'accès même à l'exploitation agricole. Comment réussir la transition? C'est avant tout une question d'argent. Nous n'avons pas les liquidités. L'acquisition des éléments d'actifs représente notre plus grand problème, étant donné les contraintes de l'industrie et les fluctuations des marchés que nous connaissons par le temps qui courent — pour ne nommer que les principaux défis à relever.

J'apprécie et je reconnais tout à fait l'importance et l'impact éventuel de bon nombre des programmes gouvernementaux en question du point de vue d'un agriculteur. Le programme des options pour les familles agricoles est merveilleux. Le SCDC — le Service canadien de développement des compétences en agriculture — est merveilleux. Le seul hic, c'est que les agriculteurs ne savent pas qu'il existe. Et ce n'est pas comme s'ils avaient le temps de l'apprendre. Il leur revient à eux de dire : « Ohé », nous sommes là.

Je suis tout à fait d'accord avec ce que M. Robert Saik dit à propos de la marche à suivre dans le cas du plan environnemental de ferme. Je m'y suis prêtée au nom de nombreux clients, pour Meyers Norris Penny, de même que pour ma ferme à moi. Le programme tombe à point nommé. Nous sommes tout à fait prêts à payer, prêts à verser la somme d'argent voulue, prêts à assumer les tâches administratives supplémentaires que cela suppose. À titre de jeunes agriculteurs, nous savons tout à fait que la gestion, le fait que la ferme est une entreprise, devient de plus en plus important dans le domaine de l'agriculture. Ce n'est plus seulement l'idée de produire des denrées, et plus vous en produisez, plus vos profits sont grands. C'est tout à fait l'inverse. Il s'agit plutôt de savoir quel est le degré d'efficacité que vous pouvez atteindre et qui sont les gens que vous connaissez, quelles sont les relations que vous êtes en mesure de nouer.

J'aimerais simplement reprendre ce que j'ai dit à Ottawa. Une des tâches les plus importantes que nous pouvons nous donner, c'est celle qui consiste à créer des partenariats entre le gouvernement et Agri-Trends et Meyers Norris Penny, car nous avons l'accès voulu, nous cultivons des relations avec tous les producteurs au Canada. Je crois qu'il s'agit là d'un partenariat qui peut certainement ajouter de la valeur et mieux faire connaître ces programmes.

J'ai bien hâte de voir ce que la CSA deuxième mouture va nous amener au cours des quelques prochaines années.

• (0935)

À titre de jeune agricultrice, je suis tout à fait emballée. Nous essayons d'être aussi innovateurs et efficaces que nous pouvons l'être. Voilà notre passion : produire des aliments pour le monde entier et s'occuper de diverses denrées et tout le reste.

Je suis bien disposée à passer quelque temps avec vous.

Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Hier, nous avons décidé de nous en tenir à des tours de cinq minutes pour ce qui est des questions. Si tout le monde est d'accord, nous ferons de même aujourd'hui, surtout que nous ne pouvons avoir que des séances d'une heure et demie.

Monsieur Easter, nous vous allouons les cinq premières minutes.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Merci, monsieur le président.

Tout le monde apprécie le fait que vous ayez fait le voyage pour venir exprimer votre point de vue ici.

Il est bien de se trouver dans votre circonscription, Myron. Nous espérons vous voir à l'Île-du-Prince-Édouard un jour.

La proposition de Robert, d'Agri-Trend, évoquait la difficulté qu'éprouvent les gens à obtenir en temps utile des résultats concrets, tout en essayant de traiter avec la bureaucratie à divers échelons. Qu'il s'agisse d'Ottawa, de Regina ou d'Edmonton, peu importe. Il en va de même du PCSRA. Un des problèmes du PCSRA, c'est sa complexité. Doug a dit que le programme lui a été utile, et c'est parfois le cas. C'était assez utile à l'industrie de la pomme de terre, dans notre province à nous. Tout de même, pour une bonne part, il s'agit de savoir si les différents comptables ont rempli les bons formulaires. C'est trop compliqué.

Que faut-il faire pour surmonter une telle difficulté, Robert? Sinon, quelqu'un d'autre? Du point de vue politique, nous entretenons certaines idées sur les programmes à adopter — certaines sont bonnes, d'autres, mauvaises —, mais il semble parfois possible d'obtenir des résultats concrets.

Pour ce qui est du programme d'aide en cas de catastrophe dont vous avez parlé, Doug, du programme d'aide prévu à cet égard, est-ce que les gens pourraient donner plus de précisions? Qui dit catastrophe dit sécheresse et inondation, mais croyez-vous que cela comprend aussi des problèmes comme la grippe aviaire, le chancre de la pomme de terre et la fermeture d'une frontière, comme cela s'est fait dans le cas des États-Unis ou d'autres, à la suite de l'apparition de l'ESB? Jusqu'où va l'aide en cas de catastrophe et est-ce la part du lion que devrait assumer le gouvernement fédéral, soit 90 p. 100 de l'aide?

M. Robert Saik: Merci.

Il est bien de vous revoir, monsieur Easter.

Vous avez posé deux questions. Je vais répondre à la première et je laisserai à mes collègues le soin de répondre à la deuxième.

Comment faire pour que ce soit simple et viable? J'ai un exemple concret devant moi ici — un plan d'affaires spécialisé que nous remettons aux bureaux du renouveau. Les responsables d'un bureau en particulier affirment n'avoir jamais rien vu de mieux, mais ceux d'un autre rejettent le plan. J'arrive à Ottawa et je dis : « Donnez-moi un modèle et je vais vous donner ce qui y est prévu. » Les gens d'Ottawa me disent de me reporter à l'annexe C, mais l'annexe C est ambiguë.

Si vous voulez concocter un programme, faites-en sorte qu'il soit uniforme d'un bout à l'autre du pays. Savez-vous qu'il y a des plans d'affaires spécialisés qui ont été rejetés en raison de fautes d'orthographe? À quel moment les agents en question sont-ils devenus des grammairiens? Je ne comprends pas.

Si vous tenez à savoir ce que j'en pense, je crois que c'est une question d'uniformité. Dites-nous ce que vous recherchez, et l'industrie y réagira en créant les composants nécessaires. Nous avons un extraordinaire système de données en direct, tout comme MNP et nombre d'autres entreprises au Canada. Les gens ont simplement à nous montrer ce qu'ils recherchent, et nous allons réagir et produire ce qu'il faut, mais n'allez pas modifier les règles en cours de route. Une des grandes sources de frustration, en ce moment, c'est que les bureaux n'appliquent pas de critères semblables — ils peuvent rejeter un plan pour telle ou telle raison. Il n'y a personne d'autre à qui s'adresser. Ce sont des dieux, en quelque sorte. S'ils rejettent votre plan, votre sort est réglé. Voilà le problème.

Merci.

• (0940)

Le président: Quelqu'un d'autre souhaite-t-il commenter cette question?

M. Erik Butters: À propos de l'assurance en cas de catastrophe, du point de vue du secteur des éleveurs de bétail, disons que la fermeture de la frontière peut légitimement être tenue pour une catastrophe. Nous avons vu ce qui s'est passé lorsque nous avons perdu l'accès à la frontière américaine et à d'autres marchés en 2003 : le prix des bovins gras est passé de 1,10 \$ à 0,28 \$. Voilà une éventualité qui n'est pas assurable sur le marché libre.

D'autres risques sont assurables ou peuvent être couverts sur le marché, et nous croyons que, à ce moment-là, la part de l'État pourrait être moindre. Tout de même, ce sont les facteurs qui échappent tout à fait à la volonté du producteur qui devraient figurer dans un régime d'aide en cas de catastrophe.

L'hon. Wayne Easter: Pour éviter le borbier des relations fédérales-provinciales, qui pose toujours un problème, est-ce que ce sont les cas de force majeure ou ayant des conséquences internationales qui devraient relever de la responsabilité du gouvernement fédéral du point de vue de l'aide en cas de catastrophe? On peut argumenter sur le partage: à 60-40, 90-10, 70-30 ou je ne sais quoi encore, et voilà qu'un an s'écoule avant qu'on puisse obtenir un paiement... c'est comme les discussions que nous voyons en ce moment en ce qui concerne les comptes d'épargne.

Quel est le critère qui devrait servir à définir la responsabilité ultime du gouvernement fédéral? Pour moi-même, je crois que le gouvernement fédéral devrait être responsable s'il y a un incident international comme un cas d'ESB ou un cas de force majeure.

M. Erik Butters: Je suis d'accord avec vous pour ce qui est du borbier; cela retarde les choses.

J'ai un peu de difficulté à savoir si le partage des frais dans le cas d'une sécheresse majeure devrait être de 60-40 ou de 90-10. Je ne sais pas. Le fait d'habiter en Alberta colore peut-être ma vision de la chose un peu, car notre province a les moyens d'assumer 40 p. 100 de la note plus facilement que certaines autres provinces. Tout de même, je suis d'accord pour dire que c'est une chose qui devrait être établie d'avance, pour que les gens comprennent les règles et que nous puissions éviter que ça traîne pendant des années.

Le président: Merci, monsieur Easter.

M. Douglas McBain: J'aimerais réagir.

Le président: Très rapidement. Le temps du témoin s'est écoulé.

M. Douglas McBain: À propos de la question précise des régimes d'aide en cas de catastrophe, nous avons proposé au départ que le PCSRA couvre la marge négative jusqu'à 75 p. 100. Demander si le gouvernement devrait s'attaquer à des cas précis plutôt qu'à des causes particulières, comme vous le faites, soulève un énorme problème bureaucratique. Puis, il y a les problèmes découlant de l'exécution du programme. Qui va décider de ce qui constitue une cause individuelle et qui va décider de ce qui constitue une cause nationale?

Il y a des considérations dont nous avons discuté au moment d'élaborer le premier programme : comment faire pour que ce soit simple à administrer du point de vue du gouvernement? Plus le programme est complexe, plus il est lent, et moins il y a d'argent qui finit entre les mains des agriculteurs.

C'est pourquoi nous avons recommandé un large éventail de cas qui seraient couverts, en fonction du programme agricole de chacune

des personnes. De cette façon, si c'est national, tout le monde a le même problème, mais c'est couvert de manière individuelle. Un cas individuel pourrait être tout aussi catastrophique, mais sans être couvert par un programme national. C'est pourquoi il faut, selon nous, nous en tenir à un programme agroglobal individuel fondé sur la marge de référence, où tout le monde obtient la même couverture. Ce n'est pas ponctuel : est-ce une catastrophe? Est-ce local, régional ou national? Ce sont les problèmes qui entrent en ligne de compte.

• (0945)

[Français]

Le président: Monsieur Gaudet, vous disposez de cinq minutes.

M. Roger Gaudet (Montcalm, BQ): Merci.

Je vois une jeune demoiselle, Mme Dargis. La relève est pour moi très importante. J'aimerais savoir ce que vous attendez du gouvernement en ce qui a trait à la relève. Croyez-vous que le gouvernement a trop de programmes? Quelle est la solution à cet état de choses? En ce qui a trait à la relève et au transfert des fermes, le gouvernement vous aide-t-il réellement? Laissez-vous aller.

[Traduction]

Mme Leona Dargis: Est-ce que quelqu'un souhaite commenter la question? J'ai besoin de précisions sur ce qu'il a dit exactement.

M. Erik Butters: Il a posé des questions sur les meilleures façon de venir en aide aux jeunes agriculteurs, sur le transfert des fermes, sur la façon de soutenir les jeunes agriculteurs; ce genre de choses.

Mme Leona Dargis: Par exemple, samedi passé, j'ai organisé le forum de la relève agricole de l'Alberta à notre assemblée générale annuelle; je crois qu'il faut donc certainement qu'il y ait ce lien, cette association de jeunes agriculteurs. L'an dernier, nous comptons 12 membres. Cette année, nous en avons 50. Nous espérons certainement que la croissance va se maintenir. Si chaque province compte une association de la relève agricole liée à l'association pancanadienne, nous aurons alors 8 000 \$ par année à dépenser. J'ai dépensé la moitié de cette somme juste pour organiser notre assemblée générale annuelle, mais je crois que nous pourrions certainement relever la démarche et dépenser deux fois plus pour obtenir une assistance trois fois plus grande et des conférenciers de meilleur calibre, qui peuvent vraiment donner des informations critiques aux fermes, pour énoncer les étapes de la planification de la relève.

En fin de semaine, nous avons accueilli M. Reg Shandro, qui travaille pour Meyers Norris Penny et qui offre de l'expertise-conseil indépendante de son côté. Il a présenté à la SCA un exposé sur la planification de la relève. L'information qu'il nous a livrée pendant l'heure où il a parlé était merveilleuse, mais nous avons besoin de la journée complète pour apprendre et être là en compagnie de nos parents et reconnaître les questions importantes qui doivent être soulevées. Il y a une bonne part de cela qui prend une tournure personnelle. Notre famille compte cinq filles; si certaines de mes soeurs ne souhaitent pas travailler à la ferme, est-ce qu'il est juste —? Essentiellement, bien entendu, la décision appartient à mes parents. Étant l'aînée, je suis très active dans le domaine et très passionnée par l'industrie agricole. Quel est mon rôle? Bien entendu, je vais toujours préserver ce lien avec la ferme, mais je crois que la meilleure façon de procéder consiste à nous donner, à nous, jeunes agriculteurs, la possibilité de nous réunir pour apprendre, pour poser les questions difficiles et pour agir. Voilà la situation, en somme. Je crois aussi que, étant ensemble, nous pourrions partager nos expériences et imaginer des façons nouvelles d'aborder nos parents et de parler avec eux. C'est la meilleure façon d'aborder la question.

Encore une fois, les agriculteurs ont-ils le temps ou ont-ils l'argent voulu pour venir assister à cela et payer? Voilà un autre défi. Samedi, j'ai demandé 30 \$ à chacun parce que je n'avais pas l'intention de faire mes frais. J'avais les 8 000 \$ à dépenser.

Souhaitez-vous d'autres —?

[Français]

M. Roger Gaudet: J'aimerais avoir des détails sur ce que vous, la relève, aimeriez que le gouvernement fasse pour vous aider quand les parents vous transfèrent la ferme, pour vous aider à ce que cela se passe bien, pour ne pas commencer en bas de l'échelle. Devrait-on enlever le gain en capital ou le modifier? Je ne sais pas. J'aimerais entendre vos idées pour les proposer au gouvernement.

• (0950)

[Traduction]

Mme Leona Dargis: Encore une fois, cela nous ramène au fait que chaque ferme est particulière. Que chaque ferme soit traitée comme étant particulière, cela exige beaucoup de temps et beaucoup d'argent. Le fait de disposer de programmes pédagogiques comme le PCSRA aide les enfants d'agriculteurs à s'instruire et à se donner le réseau voulu. Je crois que c'est important, mais, pour ce qui est des frais d'immobilisations et je ne sais quoi encore, ce serait merveilleux.

[Français]

M. Roger Gaudet: C'est cela. Vous avez quatre soeurs. Supposons que deux d'entre elles et vous preniez la terre en main. Je me pose des questions sur le transfert, afin que vos parents puissent continuer à bien vivre tout en laissant l'héritage à vos autres soeurs. J'aimerais savoir ce que vous attendez du gouvernement. Ce n'est pas nécessairement donner de l'argent, mais peut-être aider sur le plan du gain en capital, etc.

[Traduction]

Mme Leona Dargis: Oui. C'est vraiment un besoin à mon avis, et nous pouvons certainement travailler ensemble et essayer de faire cela. Je sais que notre ferme à nous s'en est bien tirée, que nous ne connaissons pas de temps dur comme la majorité des agriculteurs. Nous pouvons transférer. Ce sont les autres agriculteurs qui — c'est tout le domaine du pétrole.

Le président: Pouvez-vous réagir rapidement?

Votre temps s'est écoulé, monsieur Gaudet.

M. Robert Saik: Entre autres, à mon avis, il nous faut convaincre les agriculteurs que la planification de la relève est un processus et non pas un événement. Il y a trop de gens qui agissent comme si, à un moment donné, ils vont se réveiller et mettront en branle un changement dramatique.

Il y a des années de cela, à l'époque où j'ai pu tirer profit d'un programme pour jeunes agriculteurs — j'avais 14 ans —, et j'ai commencé à m'adonner à l'agriculture. C'était une façon pour moi de me lancer dans le domaine agricole. Je ne sais pas si ce programme-là existe encore, mais, à l'époque, il m'a été utile, à moi qui étais jeune.

The Chair: Merci beaucoup.

Monsieur Miller, les cinq prochaines minutes vous appartiennent.

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Merci, monsieur le président, et merci beaucoup à tous d'être venus, mesdames et messieurs.

Leona, j'apprécie les efforts que vous faites pour les jeunes agriculteurs du Canada. Cela m'apparaît très, très important du point de vue de la viabilité à long terme de l'agriculture.

J'ai une seule question à poser, mais je ne veux pas que vous répondiez tout de suite. Je voudrais que vous y pensiez un peu. Quelle serait la meilleure ou la plus grande mesure que le gouvernement pourrait adopter pour non seulement attirer des jeunes dans le domaine agricole, mais aussi les garder dans le domaine en faisant en sorte que celui-ci soit viable?

J'ai trois fils qui ne vont pas oeuvrer dans le domaine agricole. Ils ne vont pas prendre les rênes de la ferme, et c'est très bien. Ils travaillent. On voit ça beaucoup plus souvent maintenant.

Aux deux autres messieurs — Erik, vous avez fait une observation concernant — j'ai raté un bout de ce que vous avez dit et j'aimerais savoir ce que vous vouliez dire — ce qui dissuade les producteurs du point de vue de la gestion des risques commerciaux. Pourriez-vous en parler un peu plus?

Il y a une autre question que vous pourriez peut-être tous commenter. Elle a été soulevée à nos réunions hier en Colombie-Britannique et elle a déjà été soulevée auparavant. C'est la question du pays d'origine, de l'étiquetage trompeur, ce genre de truc. Je crois que les avis sont partagés selon le groupe de producteurs dont il s'agit : faut-il, oui ou non, s'engager dans cette voie? Pour moi-même, j'ai toujours été un producteur de boeuf : j'appuie cela. Nous n'avons pas toujours eu d'approche unifiée. J'aimerais bien que vous commentiez cette question.

De même, pour ce qui est des biocarburants, question que vous avez abordée, je crois qu'il y a une chose que la société souhaite voir de nos jours, de manière générale. C'est que nous, non seulement à titre d'agriculteurs, mais aussi à titre de gouvernements, de politiciens... que nous agissions en faveur de l'environnement. Nous ne pouvons changer cela. C'est devenu une attente. Même s'il y aura des obstacles, par exemple l'augmentation des coûts des aliments du bétail, il nous faut trouver des façons de nous en tirer.

Je sais, c'est comme l'alcoolisme. Premièrement, l'alcoolique doit admettre qu'il a un problème. Nous avons un problème. Ce sera un des aspects négatifs de l'industrie du biocarburant. Nous devons apprendre à composer avec la situation, en tant qu'industrie et que gouvernement, à prendre la situation en main.

Je vais donc vous céder la parole pour que nous puissions vous entendre commenter ces questions.

Le président: Monsieur Butters.

• (0955)

M. Erik Butters: Merci, monsieur Miller.

Pour ce qui est de la question de la dissuasion, il y a bien des aspects du PCSRA, particulièrement sous sa première version, qui avaient un effet dissuasif sur la gestion des risques. Dans certains cas, le PCSRA fonctionnait mieux durant les périodes marquées par une grande instabilité, et les gens pouvaient manipuler leurs affaires de manière à attirer ce genre d'instabilité. Je crois donc que le PCSRA doit être l'objet d'un examen, il est l'objet d'un examen qui vise à supprimer le mauvais élément.

Pour ce qui est du biocarburant, je suis d'accord avec vous pour dire que toute l'idée de l'environnement est devenue quelque chose d'important aux yeux de la plupart des Canadiens. Pour ce qui est du biocarburant, par contre, dans notre secteur, la plupart des gens ne croient pas que cela puisse régler beaucoup de problèmes environnementaux. On saisit l'affaire en disant que c'est vert, mais je ne suis pas si sûr que cela donne les bons résultats écologiques auxquels s'attendent certains auteurs des projets. Je crois que nous devrions éviter de faire comme les lemmings et aller nous précipiter tous ensemble du haut de la même falaise. Plutôt, il faut songer vraiment à ce que nous pouvons faire pour favoriser l'environnement sans créer des problèmes dont l'ampleur dépassera les problèmes que nous cherchons à résoudre.

Je m'excuse, quelle était la question entre les deux, la deuxième question que vous avez soulevée?

M. Larry Miller: Cela avait trait au pays d'origine et à l'étiquetage trompeur.

M. Erik Butters: Oui, la question de l'étiquetage et du pays d'origine est une question qui préoccupe vraiment notre secteur. Encore une fois, j'insiste sur le fait que, à la vie à la mort, nous nous adonnons au commerce international. Au départ, nous étions d'avis — et je crois que c'est encore en partie vrai — que le marquage du pays d'origine constitue essentiellement un obstacle non tarifaire au commerce qui va compliquer les choses et faire qu'il sera plus difficile pour nous de vendre du boeuf sur le marché américain.

C'est un peu bizarre : nos politiques concernant la langue bleue et l'anaplasmose rendent les Américains très irritables depuis longtemps. Nous travaillons à régler le problème.

En même temps, si on adopte le marquage du pays d'origine, cela limiterait notre capacité d'acquérir des bêtes américaines, c'est-à-dire de les faire venir ici, de les engraisser puis de les revendre aux États-Unis — sur pied ou non. C'est un peu bizarre de leur côté de la frontière.

D'après la première intention ou la première formulation, il y aurait eu à séparer les produits canadiens des produits américains. Voilà le piège pour nous : nous craignons que bon nombre de supermarchés ne veuillent pas de deux chambres réfrigérantes, une pour le boeuf canadien et une autre pour le boeuf américain. Voilà d'où vient une partie des problèmes.

Bien entendu, cela ne s'applique pas aux services alimentaires, du moins suivant la première version. Nous serions encore en mesure de vendre des steaks ou même des hamburgers aux grilladeries ou aux chaînes de restauration rapide des États-Unis, sans avoir à nous préoccuper des règles concernant le marquage du pays d'origine.

C'est à cela que nous donnions vraiment notre attention au moment où il y a eu la crise de l'ESB. Alors, nous nous sommes concentrés sur l'ESB, plutôt que sur le marquage du pays d'origine.

Enfin, le jour où il faudra, il le faudra. Il semble que ce jour viendra. Les démocrates semblent faire des pressions en ce sens, et nous essayons de nous y préparer de notre mieux.

Le président: Quelqu'un d'autre à quelque chose à dire?

Monsieur McBain.

M. Douglas McBain: J'ai quelque chose à dire au sujet des facteurs de dissuasion.

Il y a une partie du problème que nous avons fini par voir au moment où la protection du PCSRA est devenue intégrale. Si le PCSRA est trop généreux, les gens seront dissuadés de contracter

une assurance-récolte. Nous voulons éviter d'opposer le PCSRA et l'assurance-récolte. Nous voulons encourager l'agriculteur individuel à recourir à l'assurance-récolte pour assurer ses propres risques et non pas dépendre du PCSRA pour les risques liés au climat.

M. Larry Miller: L'assurance-récolte devrait-elle être obligatoire?

M. Douglas McBain: Non.

M. Larry Miller: D'accord.

M. Douglas McBain: Mais vous ne voulez pas que les deux programmes s'opposent.

Le président: Madame Dargis, avez-vous quelque chose à dire?

Mme Leona Dargis: Après avoir pris des notes sur une page et demi... je crois que la meilleure façon d'attirer des jeunes dans notre industrie, le domaine agricole, pour qu'ils deviennent producteurs agricoles, c'est de passer par les médias.

Nous n'avons droit qu'à l'aspect négatif des choses et à l'ESB. Les gens ont une impression très défavorable de l'agriculture. L'Université de l'Alberta produit un foulard sur lequel il est écrit: « Si ce n'était de nous, vous seriez nus, affamés, sans abri. »

M. Larry Miller: Vous voulez dire qu'il faut sensibiliser le groupe urbain?

Mme Leona Dargis: Oui.

M. Larry Miller: D'accord.

Le président: Permettez qu'elle réponde à la question.

Mme Leona Dargis: Oui, nous en avons souvent discuté. Comment faire en sorte que l'agriculture semble attrayante? Comment dire aux gens que c'est une industrie merveilleuse? Bien entendu, en tant qu'enfants d'agriculteurs, nous avons été élevés de manière à regarder avec fierté un champ de colza qui fleurit au printemps. La récolte est l'un des moments merveilleux de l'année, tout comme l'ensemencement.

Pour ce qui est de l'autre groupe, le groupe urbain, je crois que c'est certainement la prochaine génération où la jeune génération. Nous voulons être nos propres patrons. Nous voulons être entrepreneurs. Nous voulons courir des risques, faire des erreurs, prendre nos propres décisions et tout le reste. Nous devons faire savoir aux gens que l'agriculture évolue, qu'elle connaît toutes sortes de changements. Les occasions de grimper les échelons et de devenir dirigeants sont légion.

Je crois que c'est là une des choses les plus importantes : sensibiliser les gens à la question et aussi fournir des fonds et des appuis aux jeunes agriculteurs du Canada, par exemple. Nous avons les liens et nous avons les ressources. Nous savons ce que nous voulons apprendre et nous savons auprès de qui nous pouvons l'apprendre. Si vous nous donnez le financement, nous allons agir pour que cela se fasse.

● (1000)

Le président: Merci. Je veux donner suite à ce que disait M. Miller au sujet du marquage du pays d'origine. J'élève moi-même des bovins, et mon produit et le produit moyen de mon pays m'inspirent confiance. Nous avons un produit de première qualité qui peut avoir du succès n'importe où dans le monde. Si nous marquons le produit ici ou que notre produit est marqué à l'étranger comme étant d'origine canadienne, je crois que c'est une bonne chose, qu'il s'agisse de boeuf ou de porc, ou encore de toute autre denrée agricole.

Ma préoccupation porte sur le coût de cette mesure. Il y a, comme vous l'avez dit, la séparation des produits au comptoir et la confusion que cela peut créer chez certains consommateurs. À mon avis, il n'y a nulle part en Amérique du Nord, y compris au Canada ou aux États-Unis, des consommateurs à ce point dévoués ou nationalistes qu'ils vont acheter le produit de leur propre pays — si c'était le cas, il n'y aurait pas d'agneau de Nouvelle-Zélande aux États-Unis ou au Canada. Si c'était le cas, nous n'achèterions pas des vins français ou des voitures allemandes ou des articles électroniques japonais.

Voilà mon souci. Nous allons peut-être faire tout cet effort, ce qui aura pour effet d'augmenter les coûts — ce sera refile à un producteur — sans gagner nécessairement de part de marché.

De toute manière — monsieur Atamanenko, vous disposez de cinq minutes.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Merci beaucoup d'être venu témoigner. J'aborderais la question des biocarburants, mais avant de le faire, je dois dire que M. McBain a soulevé une question dont je n'allais pas parler.

Pour le compte rendu — vous avez parlé de la Commission canadienne du blé et de mauvaise gestion. Je tiens seulement à ce que vous précisiez, pour le compte rendu, pour les milliers d'agriculteurs qui appuient la Commission du blé et qui se préoccupent de son avenir et de l'avenir de l'agriculture au Canada, ce que vous vouliez dire au juste.

Le président: Permettez-moi d'interrompre. Nous traitons du CSA. Il faut que la question porte sur le CSA.

M. Alex Atamanenko: Eh bien, c'est ce que je pensais moi aussi, mais la question a été soulevée. Je crois qu'il faudra obtenir cette précision.

Le président: Il a fait le lien avec le CSA et avec le RARB et le PCSRA; il faut donc que la précision porte là-dessus.

M. Alex Atamanenko: Oui.

M. Douglas McBain: Je crois qu'il s'agit précisément du paragraphe 32(1), qui dit que la Commission du blé doit mettre en marché tout le grain qui lui est offert. Or, elle ne l'a pas fait, et personne ne lui a demandé de rendre de comptes à ce sujet. Nous parlons de l'effet du PCSRA sur cet élément particulier de la loi. Si la Commission ne respecte pas cela, comment les agriculteurs sont-ils censés avoir une activité rentable?

C'est une position de principe adoptée par la Commission, qui a affirmé ouvertement qu'elle s'était retenue à dessein de mettre en marché des chargements de grain, du fait que le marché n'était pas convenable. Or, ce n'est pas là son mandat. Son devoir consiste à vendre tout le grain qui lui est offert. Il n'y a que l'agriculteur qui a le choix.

Alors, s'il faut concevoir un programme axé sur les fermes individuelles en matière de gestion des risques et de lacunes du marché, comment se pourrait-il que les deux ne s'opposent pas? Il y a un programme qui porte sur l'insuffisance des revenus, mais les gens n'ont pas le droit d'y recourir, car ils dépendent du fait que la Commission canadienne du blé vende leur produit, mais elle refuse de le faire.

M. Alex Atamanenko: Merci de la précision.

À propos des biocarburants, j'ai lu dans le journal ce matin qu'on construira ici à Innisfail ce qui sera probablement la plus grande usine d'Amérique du Nord. On pourra y triturer le colza canola... et aussi produire de l'éthanol et du biocarburant.

Pour vous tous, quelles sont les conséquences — bonnes et mauvaises — pour la production alimentaire, le coût des aliments du bétail? Quelle orientation particulière le gouvernement devrait-il adopter? Le gouvernement a affirmé qu'il appuie l'industrie du biocarburant. Est-ce un avantage pour les agriculteurs? Est-ce que cela aura un effet favorable sur la situation des jeunes agriculteurs qui s'engagent dans la profession, à la ferme familiale?

Par exemple, nous savons que le maïs n'est pas la meilleure source pour produire du biocarburant. Je crois que le rapport se situe à 1, 1,5, alors que, dans le cas de la cellulose et du panic dressé, le ratio est de 14 pour 1. C'est beaucoup plus efficace en ce qui concerne les intrants et les extrants. Est-ce que nous sommes sur la bonne voie? Est-ce que cela cadre avec notre vision de la sécurité alimentaire ou est-ce que ça va nuire à l'approvisionnement?

Voilà les grandes questions auxquelles nous réfléchissons tous. Prenons le temps qu'il nous reste, j'aimerais simplement que chacun d'entre vous commente cela.

• (1005)

M. Douglas McBain: À propos de l'usine en question, c'est un établissement qui produira 100 millions ou 400 millions de gallons d'éthanol à partir d'un million de tonnes de céréales. L'an dernier, nos stocks de blé de fin de campagne au pays ont représenté 10 millions de tonnes, dont la majeure partie était de mauvaise qualité, impropre à la consommation humaine, mais c'est une quantité énorme qui s'oppose aux céréales de première qualité... nous avons d'énormes stocks de fin de campagne.

À mes yeux, ce n'est même pas une façon d'écouler une part importante de la production excédentaire. L'éthanol et le biocarburant auront toujours pour source l'excédent.

Le président: Quelqu'un d'autre?

Monsieur Butters.

M. Erik Butters: Je suis d'accord avec ce que vous avez dit concernant la cellulose. C'est probablement la voie qu'il nous faut emprunter à long terme, mais la technologie n'est pas encore bien définie, et nous ne savons pas très bien si ça pourra se faire dans un an ou dans 40 ans. Le Brésil produit de l'éthanol à partir du sucre de canne moyennant un rapport d'énergie de 8 pour 1. Par comparaison, le rapport qui avoisine 1 pour 1 dans le cas du maïs ou du blé ne paraît pas très efficace.

Ma préoccupation — et la préoccupation de la plupart des éleveurs de bétail en Alberta — tient au fait de devoir rivaliser avec un afflux contant d'argent public. J'insiste sur ce fait: je ne souhaite d'aucune façon troubler la fête des cultivateurs céréaliers; ces gens-là ont depuis longtemps besoin d'un peu de répit, mais je veux parler du long terme. Si le secteur du bétail doit rivaliser avec le gouvernement à long terme sur le plan du financement, il sera désavantagé, et nous allons troquer une industrie à valeur ajoutée pour une autre, ce qui, comme nous en avons déjà parlé, aura des avantages environnementaux discutables.

Le président: Madame Dargis.

Mme Leona Dargis: Erik, votre dernière observation m'a fait penser à l'occasion que nous avons à saisir au Canada en ce qui concerne les biocarburants. Par exemple, à notre ferme à nous, c'est le prochain projet que nous envisageons, les biocarburants. Mon père a assisté à la conférence canadienne et s'est rendu aussi à San Antonio, à la conférence internationale. Il a été soufflé par les Américains et par ce que font ceux-ci dans cette industrie.

Quant à nous, dans le contexte, nous avons envisagé de demander des fonds dans le cadre du PASCAA, mais, en vérité, c'était une perte de temps. Je parlais à d'autres membres de l'Agriculture and Food Council, et il y a un type qui a vraiment trouvé la bonne formule. Il a dit que les gens qui vont construire ces usines n'attendent pas les fonds du gouvernement fédéral. Ils vont simplement se lancer et le faire, car ce sera dans leur intérêt d'investir et de se lancer. Je suis certainement d'accord avec cela : chez nous, nous nous lançons, quoi qu'il advienne. Nous ne nous fions pas au gouvernement pour obtenir du financement.

Là où le gouvernement m'apparaît pouvoir jouer un rôle accru, c'est du point de vue de la réglementation, soit en faisant en sorte que la science et l'innovation puissent vraiment faire progresser la recherche et en s'organisant pour que les résultats de la recherche soient diffusés au public. Si la recherche se fait, c'est bien beau, mais j'ai entendu parler de cas où les gens n'ont pu se lancer sur le marché au Canada en raison des restrictions réglementaires, de sorte qu'ils sont allés aux États-Unis. Les États-Unis ont pu profiter du nouveau produit chimique ou de la nouvelle semence ou je ne sais quoi.

Pour ce qui est des jeunes, dans le cas du biodiesel, je retournerais certainement à la ferme à temps plein si je pouvais gérer ou avoir l'occasion de gérer ma propre usine de biodiesel. Bien entendu, cela aurait pour effet de rendre la communauté viable : nous serions liés au marché des produits de base; nous achèterions du colza de nos voisins, et il y aurait ce sous-produit à la ferme, et nous verrions quelle en est la valeur. Nous avons besoin de parcs d'engraissement par chez nous; ça nous donnerait donc du travail.

Il y a eu quelques observations au sujet de l'usine qui devrait être construite à Innisfail, à propos du gars qui n'y croyait pas parce qu'il n'y a pas dans ce secteur-là des appuis comme il y en a dans l'industrie d'élevage, où sont destinés les sous-produits. Le coût des intrants : il faut assécher le tout ou le faire transporter par camion aux marchés accessibles, ce qui suppose une augmentation effarante du coût des intrants — comment composer avec cela?

La chose que je voulais dire à propos du dernier commentaire d'Erik, c'est que les discussions sur l'idée d'investir le marché international sont très nombreuses. Je crois que nous devrions penser à subvenir à nos propres besoins et à créer un marché local d'abord, puis, ensuite, il y aura le marché interprovincial, puis, peut-être, encore de la croissance et d'autres projets. Je crois qu'il nous faut prendre un certain recul : pour nous, ce serait les marchés locaux, et c'est vraiment là qu'il faut commencer. Je crois que je vous ai fait part de quelques réflexions de mon cru, sur une panoplie de sujets.

Vous croyez peut-être que je suis française puisque je gesticule en parlant.

• (1010)

Le président: Merci, monsieur Atamanenko.

Je poserai simplement une question complémentaire à M. Butters. Si nous mettions fin au programme de biocarburant, y compris l'éthanol, ici au Canada, croyez-vous que cela aurait pour effet de modifier le prix de l'orge?

M. Erik Butters: Non. Le prix des céréales est toujours un phénomène international, et la vigueur de l'économie américaine profite à tous.

Le président: Essentiellement, le programme américain de recours à l'éthanol, surtout depuis qu'il est prévu que le contenu soit porté à 20 p. 100 d'ici 2018, aura un plus grand impact sur le prix des céréales que tout ce que nous faisons ici au Canada.

M. Erik Butters: Je suis désolé de dire que je suis d'accord avec vous. Je crois que ce qui se passe aux États-Unis — Enfin, ils font de telles économies avec les subventions à la culture du maïs; ils canalisent l'argent des subventions vers la production de l'éthanol. C'est plus facile pour eux. Bien entendu, comme ils importent du pétrole, situation que nous ne connaissons pas au Canada, c'est plus facile pour eux. Du point de vue politique, c'est donc à l'avantage de tout le monde aux États-Unis. Je crois que notre industrie se prépare à une hausse du coût des aliments du bétail dans un proche avenir.

Le président: Écoutons maintenant M. Hubbard.

L'hon. Charles Hubbard (Miramichi, Lib.): Merci, monsieur le président.

Plus nous avançons, plus nous entendons les solutions proposées, plus les problèmes qui nous sont présentés semblent être nombreux chaque fois que nous parcourons le pays.

Robert est parti, mais il semble, monsieur le président, que nombre de ces programmes soient si compliqués, avec l'intervention des deux ordres de gouvernement, qu'ils suscitent une grande part de frustration à la ferme elle-même — au moment de savoir à qui il faut s'adresser, qui peut donner des réponses aux questions posées et combien de temps il faut attendre pour voir si un projet est jugé viable ou non. C'est plutôt déconcertant. Nous devrions peut-être recommander que soit mieux défini le secteur agricole dont chacun des ordres de gouvernement s'occuperait. Du point de vue des catastrophes, nous avons déjà parlé de l'assurance-récolte. Nous avons dit hier que l'infrastructure suppose une participation du gouvernement fédéral et nous avons parlé de ce que les provinces devraient faire.

À regarder les prétendus paiements versés par les divers ordres de gouvernement, nous voyons que c'est plutôt déconcertant : sans ces paiements, la plupart des provinces et la plupart des secteurs agricoles seraient endettés. Certains observateurs et une bonne part des éléments d'information à notre disposition donnent à voir que si ces paiements n'existaient pas — cela refléterait aussi ce que Statistique Canada nous dit, soit que plus l'exploitation est grande, plus la dette est grande.

Si on lit ce que notre chercheuse J.D. nous a remis, on constate que les exploitations agricoles ayant des revenus de 250 000 \$ ou plus reçoivent près de 58 p. 100 des paiements provenant des différents ordres de gouvernement. Qu'est-ce que nous allons pouvoir proposer pour régler tout cela?

Erik, je veux revenir à la question que vous avez posée au sujet de l'augmentation subite de la production. Vous proposez à notre comité d'essayer de susciter une augmentation subite de la production de maïs et de grains, mais les marges voulues existent-elles, sinon y aurait-il d'autres groupes qui profitent davantage du système pour faire avancer leurs propres affaires?

On peut utiliser davantage d'engrais pour en obtenir meilleur rendement. On peut verser de plus grandes sommes d'argent aux producteurs de semences pour obtenir un meilleur produit. Par contre, est-ce que les marges sont là si jamais nous augmentons la production? Vous ou votre groupe, avez-vous réalisé des études à ce sujet pour voir qui profitera d'une augmentation marquée de la production?

• (1015)

M. Erik Butters: Merci, monsieur Hubbard.

Quant à savoir qui en profiterait, cela est clair — et je crois que nous en avons parlé brièvement il y a quelques instants, au moment de parler de l'augmentation prévue du coût des aliments du bétail dans un proche avenir. Ce que cela me dit, c'est qu'il nous faut davantage de grains fourragers. Les Américains ont fait un très bon travail de recherche afin de savoir comment obtenir un meilleur rendement dans le cas des céréales fourragères, et c'est ce qu'ils font. Nous n'avons pas fait cela au Canada. Nous avons connu cette stagnation, du point de vue de la production, dans le secteur céréalier. Et nous avons vu que le financement gouvernemental, tous ordres confondus, à l'égard de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée a connu une chute prononcée, au point de disparaître presque.

Nous ne pouvons ajouter aux acres cultivés au Canada, ni même en Amérique du Nord, d'ailleurs. Nous pouvons essayer de déterminer quelles denrées seraient le mieux cultivées et à quel endroit, mais nous ne pouvons ajouter d'espaces cultivables. Ce que nous devons faire, devant l'accroissement des possibilités de mise en marché — qu'il s'agisse d'exportations, de grains fourragers, de biodiesel —, c'est augmenter la production à partir de la surface dont nous disposons. C'est une occasion qu'il est clairement possible de saisir dans la mesure où nous disposons de meilleures variétés.

D'après les recherches faites sur l'orge — encore une fois, c'est le domaine de Doug bien plus que le mien —, je crois savoir que la majeure partie du travail a porté sur les diverses variétés de malt. Très peu d'études ont touché les variétés de grains fourragers, ce qui laisse croire, j'imagine, que nous sommes plus enclins à boire de la bière qu'à consommer des produits de l'orge.

Parmi les mesures que nous pouvons adopter, il y a celles qui consistent à accroître les recherches sur les variétés présentant un meilleur rendement, afin de produire davantage avec la même surface.

L'hon. Charles Hubbard: Mais comment pouvons-nous faire plus d'argent? C'est ça que je veux savoir. En ce qui concerne le propos de Doug au sujet de son orge, lorsqu'on accroît la production ou l'offre, il doit y avoir une demande, il doit y avoir des clients, mais est-ce plus rentable?

On semble préoccupé par le fait que, apparemment, plus l'exploitation agricole est grande, plus on a besoin d'argent du gouvernement. Acceptez-vous la prémisse que Statistique Canada semble présenter, soit: plus la ferme est grande, plus on a besoin de paiements?

M. Erik Butters: Si c'est la réalité, je trouve ça bien regrettable.

Le Centre d'information sur le boeuf de l'Association canadienne des éleveurs de bétail a effectué des recherches sur la consommation. Les consommateurs commencent à dire qu'ils en ont assez de subventionner directement le secteur, d'y injecter cet argent. Je crois que nous devons trouver des moyens pour veiller à ce que tous les exploitants, quel que soit leur âge, puissent faire de l'argent sur le marché.

Et j'ai bien l'impression qu'il y a un marché. L'opinion de Doug sur la question sera très intéressante, mais il semble y avoir une occasion de faire de l'argent. Bien sûr, en agriculture, nous faisons ce que nous avons toujours fait: nous relevons le défi. Je crois savoir qu'on ne peut se faire livrer une moissonneuse-batteuse de John Deere avant novembre prochain. Nous avons vu le prix de l'urée monter en flèche. Nous commençons à stimuler les facteurs de production dans le but de tirer davantage de l'occasion de faire plus d'argent dans le secteur des grains. Mais ces efforts visent à faire de l'argent, on ne cherche certainement pas à en perdre.

Je crois qu'il y a des débouchés, et nous devrions être en mesure de les exploiter en misant sur tous les moyens qui s'offrent à nous. Je suis absolument convaincu du fait qu'une meilleure recherche sur le rendement et la diversité des céréales fourragères figurent parmi ces moyens.

Le président: Doug McBain, une brève réponse.

M. Douglas McBain: J'ai deux points à aborder. Vous avez parlé de la frustration à l'égard de la complexité et de l'exécution du programme. Malheureusement, c'est une caractéristique inhérente au programme. Si on veut un programme simple, on prévoit un paiement fixe fondé sur la superficie ou un paiement par exploitant, ou autre chose du genre. C'est le programme dont l'exécution serait la plus simple. Mais c'est aussi la formule la plus simple pour ce qui est de la structure du capital. Le programme perd ses avantages, mais continue d'occasionner des frais pour le gouvernement. C'est pourquoi nous n'avons jamais privilégié une telle formule. Il faut établir l'équilibre entre l'équité, l'égalité et la complexité, et c'est ce que nous cherchons tous à faire.

Pour ce qui est de la recherche, Erik a absolument raison. La majeure partie de la recherche liée à l'orge porte sur le malt, et elle provient essentiellement des malteries et des brasseries. L'investissement gouvernemental dans la recherche sur l'orge fourragère a presque complètement disparu, et il continue de chuter. Or, nous entendons d'autres déclarations qui donnent à penser que le gouvernement essaie de renoncer complètement à ces activités. C'est une source de préoccupations pour nous, les producteurs d'orge.

C'est une question d'efficacité et de productivité. Peut-on obtenir davantage en produisant davantage, ou est-il préférable de mieux faire ce que nous faisons, et de nous en tenir à cela? On se pose toujours la question. Dans la mesure où cela mène à une efficacité accrue, un accroissement de la productivité — c'est-à-dire de la production par acre — serait tout à l'avantage de l'ensemble du secteur, de l'ensemble de la chaîne de valeur. Nous sommes la base fondamentale sur laquelle repose le reste de la chaîne de valeur. Notre efficacité et notre productivité créeront de nouveaux débouchés pour tout le monde, qu'il s'agisse de biocarburant, de fractionnement aux fins de l'alimentation du bétail, ou d'autres choses.

Mais c'est la chute de l'investissement gouvernemental dans la recherche et du soutien fondamental à l'égard de ce type de politique qui nous préoccupe. Nous les voyons baisser et continuer de baisser.

● (1020)

Le président: Merci, monsieur Hubbard.

Monsieur Thompson, nous sommes heureux d'être dans votre patelin. Nous nous attendions tous à ce que vous nous invitiez à souper hier soir, mais nous ne pouvions vous trouver.

M. Myron Thompson (Wild Rose, PCC): Si les agriculteurs recevaient autant d'argent pour leurs produits que les restaurants, ils ne seraient pas ici aujourd'hui. D'ailleurs, je n'en ai pas les moyens : je connais votre appétit.

Je vous souhaite la bienvenue dans ma circonscription. Merci d'être venus.

Un de ces jours, je vais accepter l'offre de Wayne d'aller à l'Île-du-Prince-Édouard, car, à l'époque où j'étais agriculteur, la pomme de terre était notre principale culture commerciale, alors j'ai quelques connaissances sur la question. Mais je sais aussi que, à l'époque, l'ingérence gouvernementale était le cadet de nos soucis.

J'entends souvent la question : « Qu'est-ce que le gouvernement peut faire pour vous? » Lorsqu'on venait nous poser cette question, quand j'étais petit et que mon père était là, il répondait : « Remontez dans votre auto et allez-vous en. Partez. Laissez-nous tranquille. Laissez-nous faire notre travail. » Et je crois que cette réponse avait peut-être du bon.

C'est pourquoi, même si mon expérience de l'élevage de bestiaux et de la culture céréalière — nous faisons tout cela —, je l'ai acquise aux États-Unis, je voyais de nombreux aspects communs lorsque je suis arrivé ici, dans la mesure où j'avais du mal à comprendre pourquoi une personne devait se plier à certaines exigences pour vendre son propre produit. Je n'arrivais pas à le croire. Cela ne me semblait pas acceptable. Je n'ai jamais eu à faire cela. Dans le temps, je chargeais un camion d'orge — c'était du malt — et je l'apportais à la brasserie pour qu'on y effectue des analyses. Si l'orge était bonne, la brasserie l'achetait à un bon prix, et si elle ne l'était pas, on l'apportait à la provenderie qui se chargeait de la moudre avec de l'avoine et du sorgho, et nous avions de quoi nourrir notre bétail dans le parc d'engraissement. Tout était si simple.

Il semble maintenant, d'après ce que je vois, que la complication de tout cela est notre plus gros problème. On dirait que les bureaucrates se mettent en quatre pour compliquer les choses.

J'ai assisté à la réunion au cours de laquelle les gens du PCSRA allaient expliquer aux éleveurs et aux agriculteurs de la région comment présenter une demande dans le cadre du programme. Je crois qu'il y a 39 personnes responsables du traitement des demandes liées au PCSRA partout en Alberta et en Saskatchewan, et peut-être au Manitoba. Cinq d'entre eux sont venus nous montrer comment procéder.

J'ai passé six ans à l'université — je ne suis pas bête, en réalité — et une grande partie de ce qu'on nous a présenté concernait les affaires et la comptabilité. Or, je n'ai pas la moindre idée de ce qu'ils racontaient, sur la façon de demander de l'aide dans le cadre du PCSRA, et nous étions tous dans cette situation. À vrai dire, je ne suis même pas certain qu'ils comprenaient bien ce qu'ils présentaient.

J'ignore pourquoi les gouvernements et les bureaucrates laissent les choses devenir si compliquées qu'on attend une éternité avant d'obtenir de l'aide. Alors, nous avons vraiment besoin de mesures pour simplifier tout cela. C'est mon opinion.

Nous devons également sensibiliser les gens de la ville à la réalité de notre industrie.

Je suis à Ottawa depuis 13 ans. Je n'ai jamais vu un gouvernement compter l'agriculture parmi ses priorités; pourtant, vu l'importance qu'elle a pour notre pays, elle devrait compter parmi nos principales considérations, à défaut d'être la principale considération. Et si on n'arrive pas à voir cela, alors nous devons vraiment sensibiliser les gens afin qu'ils en prennent conscience.

J'ai du mal à comprendre pourquoi, dans notre pays, les agriculteurs de l'Ouest sont touchés par la Commission du blé, mais les gens qui représentent la région du Grand Toronto et ce genre d'agglomérations ont voix au chapitre lorsque vient le temps de déterminer si nous devons passer par la Commission du blé. Cela m'a toujours échappé. Je n'ai jamais vraiment compris cela.

Je crois savoir qu'Alex avance qu'il y a des milliers de personnes qui appuient la Commission du blé. Eh bien, je suis dans le comté de Wild Rose depuis 13 ans. Jusqu'à maintenant, j'en ai trouvé trois, sur des milliers de personnes, qui appuient la Commission. Les autres sont contre. Il est plutôt évident, à mes yeux, que les personnes auxquelles je parle — et elles sont nombreuses — ne l'appuient pas.

Alors je ne comprends pas pourquoi les agriculteurs n'ont pas davantage voix au chapitre.

Mais revenons à l'essentiel : j'ai deux questions à poser. Robert, ou Erik, vous pourrez peut-être m'aider avec l'une d'elles.

Le dumping du maïs pose problème, je crois, depuis un bon bout de temps. Ai-je raison d'affirmer cela? Dans l'affirmative, êtes-vous au courant des mesures prises par le gouvernement pour contrer cela?

Ensuite, concernant les nouveaux arrivants dans le domaine, les jeunes agriculteurs, reçoivent-ils une formation à l'égard de la commercialisation de produits, tout comme d'autres aspects liés à l'agriculture? C'est seulement par curiosité que je pose la question.

•(1025)

Une grande part des commentaires que je viens de formuler ne reflètent que mon point de vue. Mon instinct et mon cœur me disent qu'il est préférable de donner moins de place au gouvernement et davantage de place aux gens. Ce n'est que mon opinion; vous en faites ce que vous voulez. C'est la conclusion que je tire de mon expérience du domaine, il y a de cela plusieurs années. Je suis préoccupé par le dumping du maïs et —

Le président: Il ne nous reste que quelques minutes avant de —

M. Myron Thompson: C'est ma circonscription. Je dispose de deux minutes supplémentaires.

M. Erik Butters: Je serai très bref, Myron.

En ce qui concerne vos commentaires sur la participation gouvernementale, les enjeux qui ont le plus d'importance aux yeux du secteur de l'élevage du bétail sont manifestement la compétitivité, l'accès au marché et le fardeau réglementaire. Ce sont pour nous trois enjeux cruciaux. Nous avons également tendance à privilégier une participation gouvernementale minimale, mais le gouvernement a effectivement un rôle à jouer en ce qui concerne les marchés étrangers, la préservation des marchés.

Voilà qui, selon moi, nous ramène à la question du dumping du maïs. Ce n'est pas vraiment mon domaine, car je m'intéresse davantage au bétail qu'aux grains — à vrai dire, je n'évolue pas du tout dans le secteur du grain —, mais j'étais plutôt heureux de voir le gouvernement fédéral prendre à parti les États-Unis, par l'entremise de l'OMC, si je ne me trompe pas. Je crois que le gouvernement a présenté une plainte à l'OMC concernant le dumping du maïs.

La ligne de conduite adoptée par les Américains, selon nous, consiste à respecter les règles lorsque cela les arrange et à ne pas les respecter lorsque cela ne les arrange pas. Je me suis réjoui de voir le gouvernement canadien se tenir debout et dire : « Attendez un instant, il y a des règles. Pensez-vous vraiment que ce que vous faites ne constitue pas du dumping? Si on regarde la définition du dumping, il est clair que c'est ce que vous faites. »

Je m'en tiens à cela. Merci.

Mme Leona Dargis: Merci beaucoup d'avoir parlé des jeunes agriculteurs.

La génération montante est certainement beaucoup plus intéressée, et elle étudie le marketing et l'économie, et ce genre de choses. C'est le genre de domaines où les collèges et les universités ont, certainement, connu une croissance. Cela se voit. Mais lorsqu'on suit ces cours dans un établissement d'enseignement, comme les collèges et les universités, le contenu est beaucoup plus large et moins ciblé, alors que, dans le cadre d'une assemblée générale destinée aux jeunes agriculteurs de l'Alberta, le contenu était adapté au secteur agricole.

Les agriculteurs doivent vendre leurs produits, et ils font ce qu'ils ont à faire pour y arriver. Ils voient toute la diversité du marché, et ils aimeraient bien prendre de l'expansion et en tirer profit. Ils travaillent en ce sens, et on constate que la participation croissante des jeunes agriculteurs occasionne une croissance.

• (1030)

Le président: Monsieur McBain, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Douglas McBain: J'aimerais revenir sur la question de la contestation des subventions américaines sur le maïs devant l'OMC.

Il n'était pas nécessairement question de dumping; on contestait l'ensemble du programme américain de subventions, parallèlement à l'affaire concernant le coton. Il n'y a pas eu de dumping du maïs au Canada récemment, surtout au cours des neuf ou dix derniers mois. Le prix du maïs a augmenté de façon considérable, au point où, à l'heure actuelle, il ne fait pas concurrence aux céréales fourragères.

Le président: Merci.

Je tiens à vous remercier tous d'avoir témoigné aujourd'hui. Vos commentaires nous aideront à formuler nos recommandations à l'intention de la Chambre des communes sur l'avenir du CSA et sur la prochaine génération.

Sur ce, nous allons lever la séance. Je demande donc aux témoins de quitter la table, et j'invite les prochains témoins à prendre leur place. Nous voulons commencer le plus tôt possible.

Le comité suspend ses travaux.

• _____ (Pause) _____

•

• (1040)

Le président: Reprenons. Dans le cadre de nos audiences sur le CSA, nous accueillons maintenant Bill Dobson, qui représente les Wild Rose Agricultural Producers. De l'organisme Alberta Pork, nous entendrons Jurgen Preugschas et Ed Schultz. De la Coalition canadienne pour la santé des animaux, nous entendrons Matt Taylor, directeur exécutif, et Duane Landals. Nous accueillerons également Darcy Kirtzinger, de l'Alberta Barley Commission.

Bienvenue à tous. Nous nous intéressons au CSA, et nous vous invitons à limiter vos commentaires à cela.

Commençons par vous, monsieur Dobson. Je vous prie de limiter votre exposé à dix minutes ou moins.

M. Bill Dobson (président, Wild Rose Agricultural Producers): Merci beaucoup. Je vous souhaite à tous la bienvenue en Alberta. Je suis certainement heureux d'avoir été invité à présenter quelques commentaires aujourd'hui.

Nous reconnaissons certainement la valeur de cette démarche. D'ailleurs, nous avons pris part à certaines des discussions préliminaires. Nous avons également participé au débat public. Le CSA original, à notre avis, était certainement un événement positif. Il procure un cadre aux programmes et procure des avantages aux producteurs. Alors, nous avons énormément de respect pour cette démarche.

Je n'étais pas vraiment certain, mais j'ai entendu deux versions... Nous étions censés parler de la gestion des risques opérationnels au cours de l'avant-midi, mais ce n'est pas la teneur de mon propos. J'ai vu cela après avoir rédigé mon exposé. Par conséquent, pour ce qui est de la gestion des risques opérationnels, je me contenterai de dire que nous avons besoin d'un programme prévisible et efficace. Je suis certain que vous aurez des questions à poser sur cette question plus

tard. Certes, nous considérons cela comme très important. Le dernier CSA semblait mettre l'accent sur cela. Nous avons passé les cinq dernières années à tenter de rajuster le tir, et cela n'a toujours pas vraiment eu lieu.

Toutefois, j'aimerais m'attacher à trois autres aspects. L'un d'eux est la reconnaissance de la contribution des agriculteurs au renouvellement des biens et services écologiques, plus précisément les programmes de planification de la relève agricole qui permettront aux jeunes agriculteurs de se tailler une place dans l'industrie. J'ai entendu les commentaires du premier témoin et je compte certainement y réagir. Nous avons également besoin de programmes utiles qui vont promouvoir la croissance stratégique.

En ce qui a trait aux biens et services écologiques, nous, les agriculteurs avons toujours été reconnus comme de bons protecteurs de la terre. Nous devons établir l'équilibre entre une production élevée et la responsabilité environnementale. Le public en est venu à attendre cela de nous. Il s'attend à ce que les aliments soient sains, à ce qu'on limite le plus possible l'érosion, à ce qu'on préserve les habitats fauniques et la nature et à ce que les espèces en voie de disparition soient protégées. À titre de producteurs, nous sommes très heureux de faire ces choses. Mais nous croyons également que certaines de ces choses sont pour le bien commun, et nous aimerions que le public assume sa part des coûts et jouisse des avantages qui en découlent.

Au cours de la prochaine période de cinq ans du CSA, nous aimerions procéder à un examen collectif des démarches des agriculteurs qui sont dans l'intérêt du public. Lorsqu'on aura cerné ces démarches, nous devons trouver des moyens pour faire en sorte que le public assume une part des coûts.

L'équipe de Wild Rose appuie sans réserve le programme ALUS lancé par Keystone Agricultural Producers, au Manitoba. Il s'agit d'un programme relatif aux services d'utilisation non traditionnelle des terres. Le programme est actuellement à l'essai, et Delta Waterfowl recueille beaucoup de financement pour déterminer comment ce processus fonctionnerait. Tout le monde affirme appuyer le programme, mais je crois que nous devons nous y mettre et vraiment commencer à soutenir financièrement le programme et le faire fonctionner.

Je sais que cela pourrait se révéler coûteux, mais, du point de vue de l'ouverture du public à l'égard d'une telle initiative, on ne saurait nier que l'environnement et les enjeux environnementaux comptent parmi les principales préoccupations des gens. Dans d'autres pays, de l'aide gouvernementale est consentie par l'entremise de programmes environnementaux, et c'est beaucoup mieux perçu par le public.

J'aimerais également ajouter que nous devrions faire fond sur le Programme de planification environnementale à la ferme et d'envisager sérieusement d'appuyer la proposition relative au programme ALUS. Pour ce qui est des programmes de salubrité des aliments à la ferme, lesquels sont, également, selon moi, pour le bien commun, nous devons envisager la possibilité de les soumettre aussi au partage des coûts.

En ce qui concerne la relève et l'augmentation de l'âge moyen des agriculteurs, il n'y a aucun doute sur le fait qu'il faut renverser cette tendance. Je constate que vous venez tout juste d'entendre le témoignage de la représentante de l'Association pancanadienne de la relève agricole. Nous appuyons sans réserve ce groupe ainsi que l'Alberta Young Farmers Forum. Il y a des associations provinciales. Ce que ces organismes essaient de faire avec très peu d'argent ne correspond qu'à une goutte d'eau dans l'océan. Nous sommes en contact avec ces associations, et elles doivent nouer des liens avec l'ensemble des jeunes agriculteurs du Canada. Or, elles ont vraiment besoin d'aide pour y parvenir et pour renforcer leur organisation. Je crois que ce serait un très bon placement.

Nous pouvons discuter de toutes les belles idées pour mobiliser les agriculteurs autour de cette initiative et pour veiller à ce que les jeunes agriculteurs y adhèrent, mais il faut également offrir des incitatifs financiers. Je sais que Financement agricole Canada est doté d'un programme spécial, et je crois que le gouvernement aurait tout avantage à étendre ce programme à d'autres institutions financières et à consentir du financement pour faciliter la participation des gens qui sont sur le terrain.

• (1045)

Quant à la croissance et à la croissance stratégique, nous devons prendre soin de ne pas confondre la gestion des risques opérationnels et les programmes d'assurance avec la croissance réelle qui est nécessaire à l'épanouissement de l'industrie. Nous venons tout juste de sortir de la crise de l'ESB, et nous avons vu que les agriculteurs tentaient d'établir leurs propres établissements d'abattage. Une occasion rêvée se présente à nous, c'est-à-dire les biocarburants, et je suis certain que cela vous intéresse énormément. Mais si certains de ces installations appartenaient aux agriculteurs, il s'agirait certainement d'un très bon moyen d'accroître cette valeur rapidement.

C'est un domaine où nous devons vraiment jouer à armes égales avec nos voisins américains, tout en nous occupant de l'industrie fourragère. Nous devons collaborer stratégiquement sur cet aspect aussi. Si le prix du grain augmente, nous ne voulons pas nuire à l'industrie fourragère. Mais nous devons nous rendre à l'évidence : nous avons bâti l'industrie fourragère en raison du bas prix du grain, ce qui n'est pas dans le meilleur intérêt des producteurs de grain. Cela les a mis dans une situation désespérée.

On parle d'établir des coopératives et d'aider les agriculteurs à se doter de leurs propres installations, mais nous devons appuyer de telles démarches au moyen de programmes importants de prêts, d'incitatifs fiscaux et de garanties de prêt. Nous pouvons également participer à la mise en commun de l'information et aux efforts visant à comprendre exactement où sont les initiatives et les débouchés. Il serait bon pour le gouvernement de prendre part à une telle démarche.

Pour conclure, on n'insistera jamais trop sur la nécessité de consulter l'industrie, comme vous le faites maintenant. Nous devons admettre que le gouvernement aura un rôle à jouer au chapitre de la production agricole. On veut toujours faire en sorte que le gouvernement n'ait pas à fournir de l'aide — l'industrie devrait être en mesure de fonctionner par ses propres moyens. J'aimerais également qu'il en soit ainsi, mais nous devons nous rendre à l'évidence : ce n'est tout simplement pas de cette façon que les choses se produisent partout dans le monde. Nous devons adopter une approche stratégique à l'égard de la façon dont l'aide est fournie.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Dobson.

Monsieur Preugschas, s'il vous plaît.

M. Jurgen Preugschas (président, Alberta Pork): Merci beaucoup.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue aux membres du comité qui sont venus en Alberta pour nous écouter. Nous sommes vraiment heureux d'avoir l'occasion de vous faire part du point de vue de gens de l'Alberta et de partout au Canada. Je crois que le processus de consultation est très important. Nous sommes plutôt confiants à l'égard de la possibilité que vous fassiez bon usage de nos commentaires.

J'aimerais seulement déclarer très brièvement, en ma qualité de représentant d'Alberta Pork et de l'industrie porcine du Canada, que j'ai parfois l'impression que le Canada ne saisit pas toute l'importance de l'industrie du porc au pays. Nous exportons chaque année plus de un million de tonnes de porc à l'étranger. Dans le cas du boeuf, il s'agit d'environ 400 000 tonnes. Ainsi, nos exportations correspondent à plus du double — deux fois et demi — de celles pour le boeuf. De même, nous importons 130 000 tonnes de porc, par rapport à 200 000 tonnes pour le boeuf. C'est seulement pour décrire un peu le contexte. À titre de représentants des Canadiens, vous devez comprendre l'importance de l'industrie porcine et de ses retombées au Canada, et l'ampleur de sa contribution au produit national brut du pays. Elle est très importante. Or, nous avons parfois l'impression d'être exclus de toute décision stratégique. On dépense beaucoup moins d'argent pour la recherche dans notre secteur que pour toute autre marchandise, ce qui est tout à fait incompatible avec les sommes que nous versons pour le bien-être de l'ensemble des Canadiens. Je tiens seulement à mettre les choses en perspective. Vous êtes nos représentants politiques, et vous avez le devoir de comprendre et de saisir toute l'importance qui doit être accordée à notre industrie.

Je vais me contenter de survoler certains enjeux, et je serai certainement disposé à en discuter plus tard.

On ne saurait douter que le commerce et la mise en valeur des marchés sont des enjeux très importants pour l'industrie porcine. Nous exportons à l'étranger plus de 60 p. 100 de ce que nous produisons au Canada. Ces produits vont à d'autres pays dans le monde. Nous sommes parfois troublés par la position de notre gouvernement au sein de l'OMC, où l'on sacrifie certains secteurs pour le bien d'autres secteurs. Pour l'industrie porcine, il est très important de jouir de conditions optimales pour ce qui est du libre-accès et du libre-échange partout dans le monde. Les négociations de l'OMC sont absolument cruciales pour notre industrie. D'ailleurs, nous croyons qu'elles sont cruciales pour l'ensemble de l'industrie agricole canadienne. J'ai parfois l'impression que nous nous enlisons, qu'en raison de considérations politiques, pour acheter des votes, on appuie des marchandises particulières au lieu de s'intéresser au bien commun au Canada.

Je vous mets au défi de vraiment faire abstraction des considérations politiques et de songer à l'intérêt du pays. J'étais ici, et j'ai entendu certains des commentaires formulés auparavant. L'étiquetage obligatoire du pays d'origine aux États-Unis est également un enjeu important pour nous. Nous participons activement à cette démarche. Le Conseil canadien du porc a établi un comité dont les membres travaillent avec certains de nos homologues américains. Il s'agit vraiment d'un programme nuisible que les Américains mettent en place pour créer une barrière non tarifaire au commerce. Encore une fois, je crois qu'il s'agit d'un aspect dont notre gouvernement doit discuter et parler avec les Américains; il doit vraiment leur faire comprendre que nos frontières doivent être plus ouvertes en ce qui concerne nos échanges commerciaux. L'adoption de mesures de ce genre n'apporte rien de bon à nos deux pays.

Si on envisage la question sous l'angle de la gestion des risques opérationnels, il y a plusieurs facteurs à prendre en considération. Nous cherchons toujours à traiter toutes les marchandises de la même façon. Eh bien, je suis à la fois éleveur de porcins et de bovins et céréaliculteur, et je peux vous dire, à la lumière de mon expérience personnelle, que ces trois denrées sont traitées de façon très différente.

• (1050)

Si l'industrie porcine éprouve des difficultés, on ne nous offre pratiquement rien. Les céréaliculteurs, pour leur part, ont la possibilité de souscrire une assurance-production ou une assurance-récolte. Ils touchent parfois des sommes fondées sur la superficie lorsqu'il y a une crise ailleurs. En cas de sécheresse, les éleveurs de bovins touchent une indemnité fondée sur la superficie, et ils souscrivent une assurance récolte pour le pâturage et le foin. En ma qualité d'éleveur de porcins, je n'ai pas accès à ces choses.

Je crois que notre gouvernement devra, un jour ou l'autre, comprendre que les programmes en place doivent viser tous les producteurs, quel que soit le produit. Notre industrie est l'une des plus grandes au pays, et, à cet égard, nous sommes laissés pour compte. Je suis encouragé par les avances et les discussions visant à étendre l'assurance-production, mais, encore une fois, en essayant d'appliquer aux éleveurs de bétail le programme destiné aux céréaliculteurs, nous essayons d'appliquer la même solution à tous les problèmes. Cela ne fonctionne vraiment pas. Nous devons y réfléchir et trouver de vraies solutions.

La plus récente annonce concerne un mécanisme qui ressemble à une nouvelle incarnation du CSRN. Or, cela n'avait pas marché dans notre secteur : qu'est-ce qui vous fait penser que cela pourrait nous aider à l'avenir? Je crois qu'il s'agit d'une décision politique qui n'a pas fait l'objet d'une réflexion approfondie.

La question de la compétitivité est absolument cruciale. Nous avons distribué un rapport qu'ont élaboré ensemble le Conseil canadien du porc, le Conseil des viandes du Canada et Canada Porc International. Nous l'avons même envoyé au ministre Strahl. J'espère que vous aurez le temps de le lire. Ce document présente une analyse approfondie de certains des problèmes auxquels est confrontée notre industrie à l'heure actuelle. Si vous avez des questions sur ce document, nous pourrions certainement en parler pendant la période de questions. La compétitivité est au coeur de ce document.

De plus, j'aimerais seulement insister sur quelque chose : nous accusons un retard par rapport aux Américains en ce qui concerne les cultures à rendement élevé. Si vous regardez le graphique, le rendement du maïs est à la hausse, et l'orge et le blé fourrager vont comme ça. L'écart s'agrandit de plus en plus. Nous devons combler

l'écart. Nous devons faire notre travail. Nous devons mener des recherches et nous montrer ouverts à de nouvelles variétés. Nous devons garder cela en tête. Nous avons une variété de grains, une variété de blé fourrager à rendement élevé, mais, parce qu'il est impossible d'établir une distinction visuelle, nous n'en permettons pas l'admission au pays. Alors, que fait-on? Nous rendons cette activité plus difficile, et cela rend notre industrie ou l'ensemble de l'industrie fourragère moins concurrentielle.

Pour terminer, j'aimerais parler de la question environnementale. On parle beaucoup de la bioénergie. C'est un fait très important. Je sais que nous y revenons sans cesse et que nous associons cela à la protection de l'environnement. Eh bien, l'intervention de tout à l'heure montrait assez clairement qu'il est très douteux de qualifier cette initiative de programme environnemental ou autre. J'aimerais vous proposer une solution. Je crois que le programme de bioénergie, si on l'étendait en créant un volet biogaz, peut avoir des retombées environnementales positives pour le monde, pour notre pays et pour notre province. Consacrez vos énergies à cela au lieu d'interdire la production de certains aliments ou d'accroître le prix des aliments. En investissant dans l'établissement de centrales de production de biogaz, on utilise un sous-produit tout en continuant de tirer avantage de la valeur nutritive des produits alimentaires. Nous pouvons créer de l'énergie et de la chaleur grâce à cela, alors je crois que c'est là que nous devrions concentrer nos efforts. Ce sera un bon placement, quelque chose de très positif.

En outre, lorsque vous ajoutez à cela les crédits de carbone, cela crée un revenu supplémentaire pour l'industrie du bétail. Cela devient une solution viable à la fois sur les plans environnemental et financier.

• (1055)

Sur ce, monsieur le président, je m'en tiens à cela, et je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président: Merci.

Monsieur Landals, présentez-vous un exposé?

• (1100)

Dr Duane Landals (directeur, Coalition canadienne pour la santé des animaux): Merci beaucoup monsieur le président, messieurs les membres du comité, de m'avoir donné l'occasion d'être ici ce matin.

Je suis ici aujourd'hui à titre de représentant de la Coalition canadienne pour la santé des animaux. Je suis vétérinaire, et je représente l'Association canadienne des médecins vétérinaires au sein du conseil de la coalition. Je suis ici avec notre directeur exécutif, Matt Taylor. Nous espérons que notre témoignage d'aujourd'hui saura vous convaincre.

J'ai l'intention de suivre plutôt fidèlement le document que nous vous avons distribué, puisque nous disposons de peu de temps. Nous signalerons les détails importants, et nous aurons l'occasion de répondre à vos questions à la fin, si vous en avez.

Nous aimerions vraiment passer en revue avec vous l'élaboration d'une stratégie sur la santé des animaux, et expliquer précisément en quoi elle serait liée au deuxième CSA. Comme vous l'avez déjà mentionné, il s'agit certainement d'une question pertinente à vos discussions d'aujourd'hui. Nous aimerions formuler des suggestions quant à l'orientation que le comité pourrait envisager dans le cadre de ses délibérations.

La Coalition canadienne pour la santé des animaux est un organisme sans but lucratif constituée en 2002 dans le but de desservir l'industrie canadienne de l'élevage. La CCSA est le fruit du partenariat de plusieurs organisations conscientes de leur responsabilité partagée pour ce qui est de se doter d'un mécanisme pour la santé des animaux au Canada. Notre groupe est large, et une multitude d'intervenants y sont représentés.

Le mandat de la Coalition consiste à aider l'industrie à répondre aux besoins des marchés intérieurs et internationaux en favorisant une approche de collaboration en matière de santé animale. L'expertise et l'information que la coalition rassemble ainsi que les projets qu'elle finance permettent à l'industrie canadienne de l'élevage de mettre en commun l'information, de parvenir au consensus sur différents dossiers, de fournir l'expertise requise et de gérer des projets. Essentiellement, la coalition fournit une tribune qui permet aux intervenants d'aborder et de tenter de résoudre les difficultés en matière de santé animale qui peuvent toucher plusieurs filières et plusieurs administrations à la fois, car la santé animale est un enjeu qui transcende les industries et les administrations. Il importe de reconnaître qu'il y a très peu d'autres organismes investis du même mandat que le nôtre et capables de dire qu'ils représentent le secteur des animaux d'élevage comparativement à un groupe de marchandises données.

Plus de la moitié des recettes agricoles du pays, ou 58 p. 100 des recettes avant les autres paiements, proviennent du secteur canadien de l'élevage : il s'agit donc d'un volet très important de l'économie agricole du Canada. Il y a environ 155 000 producteurs dans le secteur de l'élevage, soit presque 44 p. 100 des producteurs agricoles au pays.

Dans l'un des témoignages précédents, nous avons appris à quel point l'exportation est importante pour notre industrie. Le secteur canadien de l'élevage du porc est actuellement le plus grand exportateur de produits du porc dans le monde. Notre industrie du boeuf occupait, avant la crise de l'ESB, quatrième position dans le monde, et nous espérons qu'elle retrouvera bientôt cette position. De plus, un certain nombre de nos autres secteurs jouissent d'une reconnaissance internationale au chapitre de la qualité et du rendement, en particulier celui des volailles et du lait.

Il s'agit d'un secteur très vaste, et il importe de reconnaître que l'industrie de l'élevage ne se limite pas aux intervenants qui nous viennent habituellement à l'idée, comme les éleveurs de bovins, de porcins et de volaille et les producteurs laitiers. Il y a aussi les éleveurs de chevaux, de visons, de moutons et de chèvres ainsi qu'une foule d'autres secteurs plus modestes. Il est important de permettre à ces organismes de s'exprimer dans le cadre d'un processus de collaboration.

À partir de 2002, les intervenants ont demandé que soit adoptée une approche stratégique pour la santé des animaux. Nous avons eu plusieurs occasions de faire cela. Ces demandes, formulées par l'intermédiaire de la coalition et d'autres groupes, ont été adressées aux ministres en place à l'époque ainsi qu'à des groupes tels que les comités fédéraux-provinciaux-territoriaux et sous-ministres adjoints, lorsque nous parlions de mettre au point une stratégie nationale sur la santé des animaux. Nous entendions bien sûr les animaux d'élevage, parce que si, d'un côté, nous reconnaissons l'utilité de maintenir des liens avec les groupes s'intéressant à d'autres espèces animales — les animaux de compagnie, les animaux aquatiques, les animaux sauvages —, notre raison d'être première est l'industrie de l'élevage et le volet agricole.

En 2005, à la suite d'une présentation de la coalition, le Comité permanent ici présent a recommandé au ministre de l'époque d'adopter une approche stratégique en matière de santé animale. L'industrie a reconnu et apprécié l'importance de cette recommandation, et elle souhaite que la présentation d'aujourd'hui conduira à la prise de mesures similaires.

En 2006, un document de concept traitant de la mise en place d'une stratégie nationale sur la santé animale a été préparée à l'issue d'une consultation de portée nationale. Ce document a été préparé par la coalition, avec le soutien de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. C'est à cette époque qu'a été mise en évidence la nécessité d'une stratégie à deux niveaux.

Le premier est une stratégie nationale de haut niveau pour la santé animale de toutes les espèces. C'est dans le cadre de cette stratégie qu'il serait question de la faune, des poissons, des animaux de compagnie, des animaux de recherche, des animaux exotiques et des animaux d'élevage, qui ont tous une incidence sur la santé humaine. On ne peut envisager l'adoption d'une stratégie relative à la santé sans se pencher sur tous ces aspects.

● (1105)

Il faut adopter une stratégie nationale de haut niveau en matière de santé animale.

Le deuxième volet de cette stratégie, cependant, est non pas celui qui intéresse davantage notre organisation, mais celui auquel elle participe le plus, et il s'agit de la stratégie nationale des animaux d'élevage. C'est une partie de la stratégie globale, mais c'est aussi, en quelque sorte, une chose à part entière. Il s'agit peut-être d'une stratégie de niveau moins élevé ou seulement d'une partie de l'ensemble, mais c'est certainement une stratégie qu'il faut considérer attentivement si nous souhaitons répondre aux besoins de la population canadienne et du secteur de la production agricole.

À la fin de 2006 s'est tenue une série de réunions sans précédent des directeurs généraux et des présidents de 13 associations agricoles, au cours desquelles ils ont rédigé un énoncé de principe pour l'élaboration de notre stratégie nationale des animaux d'élevage. Nous vous avons remis cet énoncé de principe avec le mémoire pour que vous puissiez le consulter plus tard.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments a commencé au début de 2007 le travail d'élaboration de la stratégie nationale de haut niveau en matière de santé animale, et on s'attend à ce que le dépôt de cette stratégie se fasse en 2008. En 2007, notre coalition a aussi lancé le travail d'élaboration d'une stratégie mieux définie en matière de santé des animaux d'élevage, et nous espérons que cette stratégie sera prête aussi à l'été 2008.

L'un des principaux éléments de l'activité devrait être de faciliter l'intégration du volet sur les animaux d'élevage à la stratégie de haut niveau et de participer de façon adéquate tout en réduisant au minimum les recoupements. Il s'agit de deux projets différents, mais il y a beaucoup d'éléments communs. Nous risquons de gaspiller des ressources si nous négligeons de travailler ensemble pour nous assurer d'avancer dans la même direction.

Un certain nombre d'activités ont eu lieu jusqu'à maintenant. La coalition a évidemment participé à l'élaboration de la stratégie nationale des animaux d'élevage, mais elle a aussi déployé des efforts importants afin d'élaborer une stratégie de zonage du Canada à West Hawk Lake, entre le Manitoba et l'Ontario, à la frontière de la zone, où on exécutera la fonction de contrôle. Plusieurs secteurs ont travaillé à l'accroissement des capacités de gestion des urgences. La coordination de ces stratégies à l'échelle nationale et provinciale est une tâche très ardue.

En ce qui concerne les enquêtes d'étalonnage au sujet de nos capacités en matière de protection civile, beaucoup de gens se sont dits en faveur de la création d'un conseil national sur les soins aux animaux d'élevage qui serait semblable aux organisations de soins des animaux qui existent dans plusieurs provinces. Nous avons travaillé à faciliter la création de l'Agence canadienne d'identification des animaux d'élevage ainsi que d'une enquête d'étalonnage sur la biosécurité dans l'ensemble de l'industrie canadienne.

La majeure partie des travaux est financée dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire ou PASCAA d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et l'Agence canadienne d'inspection des aliments a aussi fourni des fonds.

D'autres activités du secteur sont importantes dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie générale. On a effectué des activités dans le domaine de la biosécurité. Il faudrait applaudir en particulier le secteur de la volaille pour le travail réalisé dans ce domaine. Dans l'ensemble du secteur, on procède à des activités d'identification et on parle de traçabilité pour essayer de déterminer comment nous allons pouvoir assurer la traçabilité des animaux et des produits dans les différents secteurs relatifs aux animaux d'élevage.

Les mesures de protection civile sont particulièrement avancées dans le secteur de la volaille, et on a effectué beaucoup de travail dans ce domaine au Québec et en Ontario.

Une province — le Manitoba — a adopté une nouvelle loi en matière de santé animale, et des lois du genre sont en cours d'élaboration en Ontario et en Alberta. Il s'agit d'étapes très importantes dans le processus de mise sur pied d'une stratégie qui va fonctionner.

On a discuté du financement pour les catastrophes, de la manière dont nous allons composer avec certains des coûts qui découlent d'incidents imprévisibles touchant les animaux. On a procédé à l'amélioration des réseaux de surveillance des maladies et de laboratoires. Des consultations auprès de l'industrie au sujet du CSA, qui ont fait ressortir le besoin de définir un volet à part entière pour la santé animale, ont fait partie de ce qui nous motive ces derniers temps.

Il est clair que le Canada a démontré sa capacité de gérer d'importantes épidémies chez les animaux ou d'autres incidents d'envergure relatifs à des maladies chez les animaux, et il est capital de se rappeler qu'aucun des problèmes de santé animale auxquels nous faisons face n'est une maladie animale exotique. Le peut se produire d'autres catastrophes qui pourraient avoir des répercussions marquées sur la santé animale.

Ces progrès ont été réalisés, bien entendu, grâce au fait qu'on a reconnu le potentiel zoonotique des maladies animales ou la possibilité qu'elles soient transmises aux humains. Évidemment, la grippe aviaire a fait que l'importance de ce potentiel a été porté à l'attention des médias, des politiciens et de la population canadienne. La grippe aviaire est un exemple frappant des défis auxquels nous pouvons faire face en matière de santé animale et du fait que nous ne pouvons nous permettre de négliger l'interface entre la santé animale et la santé humaine.

● (1110)

Il reste beaucoup, beaucoup d'activités à faire. En général, ce que nous avons fait, c'est du travail dans le cadre de projets, c'est-à-dire que nous nous occupons d'un projet lorsqu'un problème se pose, mais nous n'avons pas élaboré de plan global ni défini d'orientation stratégique pour la gestion de la santé animale au pays. Il n'y a jamais eu de financement garanti des activités qui doivent être

effectuées pour que nous puissions avoir un programme permanent qui nous protégera contre des événements imprévisibles, et nous ne sommes pas en mesure d'établir clairement quelle organisation doit jouer le rôle de chef de file. Nous avons des responsabilités qui dépassent les frontières des provinces et qui touchent de nombreux produits. Si je peux utiliser encore une fois l'exemple de la grippe aviaire, nous ne sommes pas encore sûrs de savoir si la grippe aviaire est une maladie humaine ou une maladie animale. Je pense que c'est de l'espèce au sein de laquelle on découvrira le premier cas au pays qui déterminera de quelle organisation le dossier relève. C'est une situation difficile, et c'est un problème qu'il faut résoudre à l'aide d'une stratégie globale.

La population canadienne et le secteur de l'élevage du Canada ont besoin d'un système efficace en matière de santé animale qui pourra offrir un ensemble de programmes prévisibles et nécessaires pour protéger la santé humaine et la santé animale — encore une fois, j'insiste sur le fait que, même si nous travaillons dans le domaine de l'agriculture, nous sommes aussi confrontés à des questions de santé humaine, et nous devons garder cela à l'esprit — et nous devons soutenir le secteur dans son rôle de chef de file sur le marché national et sur les marchés internationaux. Le système de santé animale exige des stratégies à deux niveaux, et je veux simplement mettre de nouveau l'accent sur le fait qu'il nous faut une stratégie nationale de haut niveau en matière de santé animale et une stratégie bien définie en matière de santé des animaux d'élevage, deux stratégies qui sont importantes pour la réalisation des objectifs de l'industrie.

Nous souhaitons proposer une voie pour l'avenir, tout en reconnaissant que nous ne pouvons nous permettre d'adopter une démarche logique et séquentielle et que nous ne pouvons envisager le recours à un seul outil ou l'existence d'un seul facteur pour la protection de la population ou du secteur agricole. La santé animale, tout comme la santé publique et la sécurité alimentaire, est un bien public, et c'est une chose qu'il faut reconnaître. Le gouvernement fédéral et le gouvernement des provinces et des territoires partagent la responsabilité de ce bien public. Le secteur de l'élevage reconnaît aussi le rôle qu'il doit jouer quant aux responsabilités de protection des Canadiens contre les risques liés aux maladies des animaux, et il faut donc que tous les secteurs et tous les ordres de gouvernement collaborent pour que nous puissions atteindre nos objectifs.

Il faut placer la stratégie sur la santé des animaux d'élevage dans la case santé animale du nouvel élément de protection des ressources proposé du volet de la sécurité alimentaire du CSA2. Nous voudrions voir une bonne reconnaissance de l'importance de la santé animale dans le cadre de ce programme, au fur et à mesure qu'il prendra de l'ampleur. On pourrait intégrer les aspects à long terme tant à la stratégie nationale sur la santé animale qu'aux versions futures du CSA. Il est nécessaire de tenir compte des initiatives existantes et en cours et de les intégrer temporairement au cadre stratégique qu'on élabore pour l'avenir. On a effectué une bonne partie du travail de façon fragmentée ou dans le cadre de projets individuels — j'imagine que c'est mieux dit — mais nous devons le reconnaître.

Pour conclure, nous demandons au comité de s'assurer qu'on définit la santé animale dans le cadre du CSA2, et non comme un objectif de troisième niveau dans l'ombre de la protection des ressources. En soi, comme partie de la sécurité alimentaire et comme partie de la santé des végétaux et des animaux, nous pensons que la santé animale revêt davantage d'importance qu'on ne lui en a accordé jusqu'à maintenant, et nous aimerions que cela soit reconnu. De plus, nous avons besoin de savoir clairement et sans ambiguïté quel organisme est responsable de la santé animale au pays.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur Kirtzinger.

M. Darcy Kirtzinger (coordonnatrice de la recherche et de la politique, Alberta Barley Commission): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité.

Je m'appelle Darcy Kirtzinger. Je vis près de Hay Lakes, en Alberta. Comme jeune agriculteur, cela m'encourage beaucoup, à l'occasion des consultations comme celles d'aujourd'hui, d'entendre ce qui se passe et de prendre connaissance de ce que les gens pensent au sujet de l'avenir de l'agriculture. Cela risque assurément avoir un effet sur les agriculteurs de ma génération.

Je témoigne aujourd'hui au nom de l'Alberta Barley Commission. Nous représentons environ 17 000 producteurs d'orge de l'Alberta. Leur production compte pour environ la moitié de la production annuelle du Canada.

Je voudrais vous remercier tous de vous être déplacés pour venir dans l'Ouest.

Je vais vous parler aujourd'hui de certains des principes relatifs aux filets de sécurité que notre comité de gestion des risques auxquels font face les entreprises a définis. Dans le domaine de l'agriculture, la gestion des risques des entreprises doit avoir trois caractéristiques : elle doit être neutre par rapport au marché, respecter les critères de la catégorie verte de l'OMC et être axée sur les profits. Je vais parler tour à tour de ces trois choses.

En ce qui concerne la neutralité par rapport au marché, l'Alberta Barley Commission est en faveur d'un programme de filet de sécurité qui n'encourage pas les producteurs à faire l'assolement en fonction des programmes gouvernementaux. L'assolement doit plutôt se fonder sur les indicateurs du marché. C'est la raison pour laquelle nous avons appuyé toute la démarche des fermes en ce qui concerne les programmes de filet de sécurité dans le passé, et pour laquelle nous allons continuer de le faire dans l'avenir.

Au sujet de la catégorie verte de l'OMC, l'accès au marché est ce qu'il y a de plus important pour les agriculteurs albertains. Ainsi, tout programme doit être conçu de façon à ne pas pouvoir devenir un obstacle au commerce. Ma génération est assurément consciente de la mondialisation, et nous ne voulons pas en subir les effets négatifs. Compte tenu de l'environnement actuel de mondialisation et la réglementation de l'OMC, les programmes de filet de sécurité doivent être indépendants d'autres programmes comme le programme d'assurance-récolte. Chacun des programmes doit être indépendant et avoir sa propre valeur.

Nous sommes en faveur de la participation des agriculteurs, non pas de la situation actuelle en ce qui concerne les frais dans le cadre du PCSRA, mais plutôt d'une situation ressemblant davantage à la proposition de dépôt de la première version du PCSRA. Le dépôt était toujours l'argent de l'agriculteur, les frais ne le sont pas. Nous ne sommes pas d'accord avec la démarche du CSRN qui crée des droits et détourne donc les ressources des besoins. Le CSRN, aujourd'hui

comme auparavant, est vu comme un programme pour les agriculteurs riches.

Enfin, les programmes de gestion des risques des entreprises doivent être axés sur les profits. Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes en faveur de toute la démarche des fermes, parce que nous ne voulons pas que les programmes déterminent l'assolement. On attend des agriculteurs qu'ils prennent des décisions commerciales en fonction du marché. Ainsi, l'objectif global des filets de sécurité est de réduire le recours aux fonds des programmes gouvernementaux simplement parce qu'ils existent et d'encourager la production fondée sur les signaux du marché. En principe, un programme ne peut encourager la production d'une denrée que l'acheteur n'est pas prêt à payer au moins l'équivalent du coût de production, peu importe la raison pour laquelle les prix sont bas sur le marché.

Dans le cadre de la gestion des risques des entreprises, les programmes de filet de sécurité devraient être en mesure d'aider les fermiers lorsque les profits ne sont pas au rendez-vous. Ces mêmes programmes devraient aussi exister pour aider les agriculteurs qui connaissent des périodes difficiles et pour leur permettre de modifier leurs plans d'affaires si le besoin s'en fait sentir. Malheureusement, les programmes axés sur les profits peuvent avoir pour effet l'élimination de certaines fermes qui ne sont maintenues à flot que grâce au soutien continu. En d'autres termes, un programme de filet de sécurité doit être fondé sur des principes commerciaux, et non conçu pour tenter de régler des problèmes sociaux.

Merci de votre temps.

● (1115)

Le président: Merci.

Nous allons entamer la période de questions avec M. Steckle.

M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.): Merci beaucoup.

Je ne sais pas vraiment par où commencer, parce qu'il y a toute une série de questions que j'aimerais poser à chacun d'entre vous.

À titre d'éleveur de porc de l'Ontario, je tiens à assurer mon collègue ici présent que je partage sa frustration et ses préoccupations au sujet du secteur, pour l'avenir.

Permettez-moi de commencer en formulant une hypothèse sur l'avenir de l'agriculture. Certains d'entre nous — M. Thompson, et nous trois de ce côté-ci — avons été nommés au comité en 1993, et nous sommes à cette table depuis longtemps. Nous entendons toujours parler des mêmes problèmes; cela fait au moins 14 ans que nous en entendons parler. Dans mon ancienne vie, j'en ai entendu parler pendant 25 ans, alors nous n'avons pas réalisé beaucoup de progrès. Nous faisons peut-être un petit pas de temps à temps, mais, à long terme, les progrès sont assez négligeables.

Je vais lancer cela comme je l'ai fait à l'occasion d'autres réunions, comme je vais le faire ce matin. Je me demande si le temps n'est pas venu de commencer à examiner quels programmes il faut élaborer et d'où le financement pour ces programmes doit provenir.

À mon avis, nous sommes en concurrence avec les provinces. Nous sommes en concurrence entre provinces et avec le gouvernement fédéral chaque fois que nous élaborons un programme. Nous nous blâmons toujours l'un l'autre, et il semble que les agriculteurs sont les victimes dans tous les cas. Je pense qu'il est temps que nous commençons à regarder en avant et à nous demander s'il est temps de faire en sorte qu'il n'y ait qu'un ministère de l'Agriculture à l'échelle fédérale. Cela ne signifie pas que les provinces ne participeront pas aux travaux de recherche et à toutes ces autres choses, puisque, sur les plans démographique et géographique, les provinces sont en quelque sorte différentes les unes des autres, mais il y a tant de cas où nous faisons concurrence, et, au bout du compte, nous sommes perdants.

Je songe à ce qui s'est passé dans le dossier de l'EBS et à la manière dont nous sommes venus à la rescousse du secteur de l'élevage bovin, que ce soit de façon adéquate ou non; néanmoins, nous avons reçu les producteurs de boeuf au cours de l'heure et demie précédente, et nous avons découvert que nous avons maintenant la capacité voulue. Nous avons contribué à créer cette capacité. À l'heure actuelle, nous vendons nos produits sur un marché, et nous n'utilisons qu'environ 70 p. 100 de cette capacité. Pourquoi? À cause de la force du dollar qui a envoyé nos bovins au sud de la frontière, les animaux vivants; on ne procède plus à l'abattage ici. Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne les coopératives et les initiatives que lancent les agriculteurs pour faire en sorte qu'il y ait une valeur ajoutée dans leur secteur, mais je me demande vraiment s'il y a un engagement suffisant, dans l'un ou l'autre des secteurs du milieu agricole actuel qui permettrait un continuum de soutien, vu que le dollar va pousser dans l'autre direction. Je pense que la question de l'élevage bovin est un bon exemple de ce qui s'est produit.

Je pense que nous devons commencer à nous pencher très sérieusement sur ce que nous faisons. Darcy, je sais que vous avez parlé de la question des céréales. Le secteur des céréales et des oléagineux est pris dans un dilemme depuis bon nombre d'années; certainement depuis quatre ou cinq ans. Le CSRN n'a pas bien fonctionné; nous savons en gros quelles sont les possibilités qui s'offrent à ce chapitre. Vous avez parlé du programme du CSRN comme d'un programme pour les riches, et c'est le cas : les gens qui n'ont pas d'argent ne peuvent s'inscrire à ce programme; ceux qui en ont n'en ont pas besoin. Un des autres programmes qui a récemment été mis sur pied était essentiellement un programme de sortie du milieu agricole. Il ne s'agit que de programmes sans grande portée, et je pense que nous avons besoin d'une politique.

Je sais que mon temps est presque écoulé et que je n'ai même pas encore posé une question. Je pourrais parler longtemps de cette question parce qu'elle me passionne. Je pense que nous avons appuyé sur l'accélérateur; nous avons laissé de grosses traces de pneu sur la route, mais nous n'avons pas de résultats à présenter. Notre secteur doit avancer pour prendre des décisions très difficiles, et nous, les politiciens, devons aussi prendre ces décisions, parce que si la sécurité alimentaire n'est pas une chose importante au pays, alors il n'y aura jamais ici de programmes pour les exploitations agricoles. Une fois que nous aurons adopté la théorie, les politiques et le principe selon lequel la sécurité alimentaire est la chose la plus importante pour le pays — au même titre que notre sécurité militaire — et que nous croirons cela, alors nous saurons quel programme élaborer et concevoir pour nous occuper de ce genre de chose.

Je vais m'arrêter là-dessus. Ce sont quelques-unes de mes observations, mais vous pouvez commenter l'une ou l'autre des

choses que j'ai dites. J'ai beaucoup de questions, mais je n'aurai même pas le temps de les poser.

• (1120)

Le président: Je vais demander à tout le monde de répondre très brièvement.

M. Jurgen Preugschas: Encore une fois, il y avait beaucoup de bonnes observations dans ce que vous avez dit. J'aimerais les commenter de plusieurs manières.

La question de la compétitivité est vraiment l'une des plus importantes. C'est dans ce domaine qu'il est de la responsabilité du gouvernement d'essayer de supprimer certains obstacles réglementaires auxquels nous faisons face. C'est vrai non seulement dans le secteur de l'élevage de porc, mais aussi dans tous les autres secteurs agricoles.

Il semble que notre bureaucratie est devenue plus importante que ce que nous produisons. La bureaucratie ne produit rien, elle ne fait qu'engendrer des coûts, et c'est donc là que le comité peut intervenir et apporter une partie de la solution. Le comité devrait envisager sérieusement de réduire le fardeau réglementaire.

Dans le secteur de l'élevage de porc, celui de la production de céréales, dans le secteur de l'élevage bovin, dans tous les autres secteurs, nous sommes en concurrence avec les exploitations agricoles des États-Unis qui sont assujetties à une réglementation moins lourde. Nous autorisons l'importation au Canada de produits que nous n'avons pas le droit d'utiliser parce que nous sommes très lents lorsque vient le temps de procéder à l'approbation réglementaire. Nous rencontrons des obstacles chaque fois que nous essayons de faire cela.

Il n'en tient qu'à vous, les politiciens, de dire à vos bureaucrates qu'ils doivent faire le ménage là-dedans et rendre le processus plus efficace et plus concurrentiel pour notre industrie agricole. Si vous devez faire quoi que ce soit, cela serait un geste valable.

Le président: Monsieur Kirtzinger, très brièvement, s'il vous plaît.

• (1125)

M. Darcy Kirtzinger: Dans mon exposé, j'ai parlé de la manière dont la gestion des risques des entreprises devrait permettre de faire exactement cela, et non pas essayer de régler des problèmes sociaux. L'écart s'agrandit entre les milieux urbains et les milieux ruraux, cependant, et nous devons régler ce problème. On voit les plans environnementaux en agriculture et les fonds de gérance comme une manière de rendre les transferts d'argent du gouvernement fédéral aux agriculteurs acceptables. On dit aux gens des villes qu'il est avantageux pour eux qu'on donne cet argent aux agriculteurs, mais seulement sous cette forme. On ne voit pas l'agriculture comme une chose vitale, comme une chose nécessaire, et comme une chose qu'il faut protéger en priorité, la priorité numéro un.

Le président: Merci.

Avant que M. Gaudet commence à poser sa question —

Dr Duane Landals: Monsieur le président, puis-je faire un commentaire au sujet de la dernière question?

Le président: Nous allons entamer le deuxième tour de table. Vous pourrez peut-être poser votre question pendant le prochain, si vous la gardez en mémoire.

Monsieur Gaudet.

[Français]

M. Roger Gaudet: Merci, monsieur le président.

Merci d'être ici. Depuis hier matin, je vous écoute parler de vos problèmes et de vos attentes par rapport à l'agriculture, notamment la sécheresse, les inondations, le dumping, la relève agricole, l'importation, l'ESB, les pommes, les cerises, le maïs, le blé, l'orge, les pommes de terre, les bovins, l'assurance-production, la gestion de l'offre et du risque. Cependant, vous n'avez jamais présenté de solutions concrètes à ces problèmes.

M. Thompson a dit plus tôt que trop de gens travaillaient au ministère de l'Agriculture. Si le ministère de l'Agriculture ne peut pas proposer de solutions, j'aimerais que vous, qui travaillez sur le plancher des vaches, comme on disait chez moi, au Québec, quand j'étais jeune — mon père, mes grands-parents et mon arrière-grand-père étaient des fermiers —, me donniez seulement deux solutions chacun afin de régler certains problèmes. On ne réglerait pas tous les problèmes, mais au moins, on pourra voir un peu de lumière au bout du tunnel.

Vous ne proposez jamais de solutions quand vous venez nous voir. Vous nous parlez de problèmes, mais j'aimerais que vous nous apportiez des solutions. J'aimerais avoir l'opinion de tous et chacun.

[Traduction]

Le président: Monsieur Dobson.

M. Bill Dobson: Eh bien, les solutions ne sont pas simples. Je suis sûr que vous savez cela.

Je pense que le problème tient à ce que le revenu est trop faible. Nous pouvons parler des programmes de filet de sécurité pour les entreprises agricoles et de tout le reste. Nous devons faire en sorte que le revenu augmente, parce que les bonnes années ne sont pas suffisantes pour compenser les mauvaises. En réalité, c'est à cela que tout se résume.

Au risque d'être blâmé pour ce que je vais dire, comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons bâti un secteur aux dépens d'un autre. Je pense que nous devons accepter que, quoi que les agriculteurs américains fassent, nous sommes en concurrence directe avec eux, surtout dans le secteur du bétail.

Je pense que beaucoup de gens comptent sur les perspectives qu'offrent les biocarburants. Je pense que si nous pouvons nous mettre ensemble pour donner un peu d'élan à ce secteur et faire en sorte qu'une bonne partie de celui-ci appartienne aux agriculteurs —

Je viens d'entendre dire que le gouvernement allemand a décidé que ce serait les agriculteurs qui posséderaient le secteur de l'éolien, et qu'il a fait en sorte qu'il en soit ainsi.

Nous pouvons nous contenter de formuler des vœux pieux à ce sujet et dire que les agriculteurs pourraient faire leur le secteur des biocarburants. La question n'est pas de savoir si c'est écologique ou non; cela va se produire, tôt ou tard. L'occasion s'offre à nous, les producteurs, de nous accaparer ce secteur au cours de la prochaine année ou des deux prochaines années. Si nous la laissons nous échapper, ça ne va pas être bon pour nous.

Parallèlement, nous devons travailler auprès du secteur du bétail pour nous assurer qu'il ne s'autodétruit pas, parce que, sincèrement, l'orge doit être à 4 ou 5 \$ le boisseau pour être rentable, et que va-t-on faire lorsqu'il atteindra ce prix? Nous faisons face à un important problème à ce chapitre.

M. Jurgen Preugschas: Voilà qui amène parfaitement —

Le président: Monsieur Landals, vous avez la parole.

M. Jurgen Preugschas: Oh, je suis désolé. Je ne voulais pas prendre le tour de quelqu'un d'autre.

Dr Duane Landals: J'aimerais répondre à la question en partie en rapport avec la question précédente. Il y a évidemment de nombreux problèmes différents, et il n'y a pas qu'une seule solution à chacun des problèmes. En ce qui concerne la santé animale, cependant, qui est le sujet de la réunion d'aujourd'hui, nous pensons vraiment que l'une des solutions est de définir clairement une stratégie nationale en matière de santé animale et une stratégie nationale en matière de santé des animaux d'élevage, ce qui ouvrirait la voie pour l'avenir et nous assurerait que nous travaillons tous sur les mêmes bases.

On a mentionné qu'il y a une autorité provinciale et une autorité fédérale, et que nous avons tendance à être en concurrence entre les secteurs et entre les gouvernements pour en arriver au même point final, et cela est improductif.

L'une des solutions que je proposerais tient à ce que nous devons avancer en définissant clairement une stratégie en matière de santé animale. En ce qui a trait à notre place sur le marché mondial du moins, du point de vue de la santé animale, nous allons être beaucoup plus forts et beaucoup plus compétitifs sur le marché mondial.

• (1130)

Le président: Monsieur Preugschas.

M. Jurgen Preugschas: Pour reprendre ce que M. Dobson disait, et, évidemment, avec tout mon respect, nous avons proposé passablement de solutions, et j'ai assurément mentionné la solution des biogaz.

Je ne veux pas troubler la fête des producteurs des céréales non plus, en ce qui concerne la bioénergie. C'est bien. La politique est en place, et pour de bon.

Cependant, je pense que lorsque nous parlons des dommages faits au bétail, nous pouvons approfondir un peu la question du côté des biogaz. Je suis d'accord avec M. Dobson pour dire que nous devons faire en sorte que cela se passe au niveau des fermes, que ce sont les agriculteurs qui devraient toucher le revenu.

Il y a eu l'annonce concernant les installations énormes à Innisfail. Je ne pense pas que cela appartienne aux agriculteurs. Ce n'est pas là que l'argent devrait aller. La solution consiste à nous assurer que ce sont vraiment les agriculteurs qui sont propriétaires.

De plus, permettez-moi de proposer une autre solution. Elle est peut-être controversée. Je ne sais pas. Je sais que, en Alberta, il y a des écotaxes. Je ne sais pas s'il s'agit de taxes canadiennes ou albertaines. Nous payons une taxe de 4 \$ par pneu. Lorsque nous achetons un ordinateur, nous payons une taxe.

Je pense qu'une écotaxe sur la nourriture pourrait ne pas être une mauvaise idée; une taxe de 1 p. 100 sur toute nourriture achetée au pays. Cet argent retournerait directement aux agriculteurs, qui l'utiliseraient pour améliorer l'environnement, l'argent ne serait pas détourné quelque part au cours du processus. Il servirait à préserver l'environnement et la sécurité alimentaires, à la traçabilité et ces choses auxquelles les consommateurs s'attendent et que nous, les producteurs, devons payer. Nous n'obtenons pas davantage d'argent en échange de nos produits, et les gens s'attendent toujours à ce que nous payions la facture. Notre revenu ne cesse de diminuer, et nous sommes moins payés qu'auparavant.

En instaurant une écotaxe de 1 p. 100, disons, sur les produits alimentaires, le processus serait en place. C'est un processus facile à mettre en place. Il s'agit de remettre l'argent directement aux agriculteurs. C'est la solution.

The Chair: Merci beaucoup.

Nous allons passer à M. Miller.

M. Larry Miller: Merci, monsieur le président.

Merci, messieurs, d'être venus ici aujourd'hui.

M. Steckle a dit que nous avons appuyé sur l'accélérateur. Cela me ramène, Darcy, à un commentaire que vous avez fait, et je pense que j'ai bien compris ce que vous avez dit, que vous semblez être opposé à un programme comme le CSRN.

Une organisation agricole prétendument nationale, représentant tous les secteurs agricoles, a demandé quelque chose du genre du CSRN... ou du moins un supplément quelconque. Pour moi, qui suis un agriculteur et un politicien, c'est l'une des raisons, comme Paul l'a souligné, pour lesquelles nous avons appuyé sur l'accélérateur. Je pense vraiment qu'il en est ainsi. Je suis tout à fait en faveur d'une voix rassembleuse dans le domaine de l'agriculture. Je crois qu'il y en aurait beaucoup plus. Les secteurs se font concurrence. C'est la vieille idée de diviser pour mieux régner. Je crois sincèrement que nos roues ne vont cesser de tourner dans le vide que lorsque nous nous réunirons et mettrons nos différences de côté pour nous adresser au gouvernement d'une seule voix. C'est plutôt un commentaire qu'autre chose.

Revenons-en à la taxe sur la nourriture, monsieur Preugschas, à titre informatif seulement. J'ai envoyé une lettre — nous appelons cela un bulletin parlementaire — à tous les gens de la circonscription. Une des questions que je pose dans cette lettre, et les résultats ne font que commencer à arriver, alors ils sont encore très partiels, était celle de savoir si les gens seraient en faveur d'une taxe sur la nourriture qui aurait pour but de financer l'agriculture. Je n'y ai pas ajouté le volet écologique. Je n'y ai jamais pensé, pour être honnête. Cependant, les résultats, au départ, n'ont pas été aussi positifs que je l'avais imaginé. J'avais sincèrement cru, compte tenu de l'importance que les gens accordent à la nourriture, que les résultats allaient être très positifs. Je vais quand même attendre que tous les résultats soient connus.

Un autre dossier dans lequel je pense que nos roues ont tourné à vide, c'est celui de l'étiquetage du vrai pays d'origine. Je pense que le secteur de l'élevage bovin du Canada, dont je fais partie, a participé à cette lutte. De toute évidence, vous êtes contre cela, monsieur Preugschas. Je pense que cela va se produire, et plutôt que de tenter de l'empêcher, nous devrions nous assurer de faire les choses de la bonne manière.

Au chapitre de la nourriture, le Canada n'a rien à envier à personne, mis à part peut-être au Japon, et je ne suis même pas sûr que ce soit le cas. Les Européens et les Canadiens sont presque aussi difficiles que les Japonais quant à la nourriture. Je pense que les choses vont s'améliorer, et je pense qu'il y a certains avantages à cela.

Une autre chose dont vous avez parlé et dont j'aimerais vous entendre parler un peu plus, c'est le paiement à l'acre. Les gens qui font pousser eux-mêmes la nourriture qu'ils donnent à leurs porcs ou à tous autres animaux d'élevage ont des chances d'obtenir ce paiement. Les gens qui choisissent d'acheter cette nourriture n'y ont pas accès. Je ne fais que le signaler. Est-ce qu'une personne qui achète toute la nourriture qu'elle donne à ses animaux est vraiment un agriculteur? D'un côté, oui, bien sûr, mais de l'autre, je pense qu'il faut que, d'une manière ou d'une autre, l'agriculteur produise certaines des choses qui engendrent des coûts pour lui.

Je voulais lancer cela pour pouvoir entendre quelques commentaires.

● (1135)

M. Jurgen Preugschas: Je trouve intéressant que vous disiez qu'une personne qui ne produit pas ses propres céréales n'est pas un agriculteur. C'est un sujet, qui, je pense, pourrait être à l'origine d'un débat important. Notre secteur, tout comme, assurément, le secteur de l'élevage bovin, a survécu grâce à la spécialisation et au travail qui a été fait en ce sens. Pour certaines des exploitations familiales les plus importantes, il est absolument essentiel de se spécialiser et de faire des achats. Nos producteurs de céréales sont nos partenaires. Ce sont nos clients. Que vous fassiez pousser vos céréales vous-même que vous les achetiez de quelqu'un d'autre, j'espère que nos représentants ne vont pas penser que c'est ce qui fait de vous un agriculteur ou non.

En ce qui concerne ce que vous avez dit sur l'étiquetage indiquant le pays d'origine, la valeur de notre nourriture et à quel point il s'agit d'une nourriture de qualité, je suis complètement d'accord avec vous. Je pense que nous pouvons faire concurrence à n'importe qui, mais, encore une fois, le marketing que nous allons devoir faire aux États-Unis va engendrer un coût supplémentaire. Le marché du porc, comme celui du bœuf, est intégré, et c'est un marché canado-américain. Dans ce domaine, les obstacles sont nuisibles pour les deux pays. Ils auront pour seul effet de faire augmenter les coûts, et c'est ça le problème.

En ce qui concerne la taxe sur la nourriture, je pense qu'il faut que vous vendiez cette idée de la bonne façon si vous voulez qu'elle connaisse du succès. C'est une écotaxe. N'en parlez jamais comme d'une taxe sur la nourriture. Vous n'arriverez pas à vendre l'idée d'une taxe sur la nourriture, et je n'y souscrirai pas, moi non plus.

Le président: Monsieur Taylor.

M. Matt Taylor (directeur exécutif, Coalition canadienne pour la santé des animaux): En réponse aux commentaires faits par M. Miller, M. Steckle et M. Gaudet, vous avez trop raison. Notre secteur est fracturé, et il est très difficile de faire en sorte que tout le monde travaille sur les mêmes bases en même temps. C'est en partie ce qui nous a surpris lorsque nous avons constaté, très rapidement, qu'il y avait 13 organisations nationales en faveur d'une stratégie sur la santé des animaux d'élevage et de son intégration claire et transparente dans le cadre stratégique sur la santé animale, assortie du fait d'établir clairement qui est responsable de l'élaboration des politiques. Nous pensons que cela va se produire très bientôt, et nous sommes vraiment heureux de ce que le comité appuie l'intégration claire de cet élément dans le CSA2.

Le président: Monsieur Dobson.

M. Bill Dobson: Je suis fier d'être membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne de l'agriculture, de laquelle la Canadian Cattlemen's Association est toujours invitée à faire partie. Le Conseil canadien du porc est membre de la Fédération, et ses représentants participent toujours à des débats difficiles, parce qu'il est très difficile de discuter ou d'organiser un groupe.

Je voulais faire un commentaire au sujet de l'idée d'un programme comme le CSRN. De toute évidence, on n'est pas d'accord sur le fait que ce soit un bon ou un mauvais programme, mais la demande était appuyée par des arguments. On a beaucoup débattu de ce qu'il fallait faire ou non, mais le programme actuel n'offre pratiquement aucune prévisibilité. Il y a une certaine prévisibilité lorsqu'on a de l'argent à la banque. Le programme offre aussi au gouvernement la possibilité d'offrir du financement les années où on n'a pas besoin d'appliquer le programme, de façon qu'on puisse vraiment mettre de l'argent à la banque. Il s'agit en fait d'un outil qui permet au gouvernement d'amasser de l'argent.

Le problème des programmes fondés sur la marge est qu'ils fonctionnent bien dans les secteurs qui connaissent des hauts et des bas bien définis. Il s'applique très bien lorsqu'il y a quelques années de profit. Le PCSRA devrait fonctionner dans le secteur de l'élevage de porcs, par exemple, car ce secteur a ces caractéristiques. Dans le domaine de la production céréalière, surtout lorsqu'il y a cinq ou six ans de faible production ou de faible prix des céréales et de faibles revenus, on paie pour ce programme pendant des années et des années. C'est exactement ce qui vient de se produire. Il n'y a aucune marge de référence avec laquelle travailler.

Nous cherchons constamment des façons d'améliorer les choses. Il y a eu le Comité consultatif national sur les programmes de protection du revenu, auquel j'ai siégé, et nous avons essayé et essayé, pendant des années. Je ne suis pas sûr de savoir où cela va mener ni s'il y aura des consultations, mais le secteur a très hâte de travailler à essayer de mettre en place un programme de gestion des risques des entreprises qui fonctionne et qui répond aux besoins de toutes les personnes qui se trouvent à cette table.

• (1140)

Le président: Votre temps est écoulé.

M. Larry Miller: Je sais, monsieur le président, mais puis-je demander dix secondes de plus pour préciser?

Le président: Non.

M. Alex Atamanenko: Je peux lui donner dix secondes de mon temps, s'il en veut. Puis-je faire cela?

Le président: Si M. Atamanenko est généreux, alors M. Miller peut continuer.

M. Alex Atamanenko: Larry, vous avez une partie de mon temps.

M. Larry Miller: Je n'essayais pas de dire de quelque façon que soit qu'ils ne sont pas des agriculteurs. Ce qui vient compliquer les choses, c'est que l'argent est versé à un certain niveau en fonction du nombre d'acres, comme vous en avez déjà parlé, et je ne pense pas que le gouvernement devrait avoir à payer deux fois. Il faut qu'il y ait une certaine diversité à cet égard, et nous pouvons en parler.

Le président: Vous avez la parole, Alex.

Merci.

M. Alex Atamanenko: Merci beaucoup, messieurs, d'être ici.

Monsieur Kirtzinger, parmi les trois points que vous avez abordés, vous avez mentionné l'exploitation agricole et le fait de mettre l'accent sur les profits, l'élimination de certaines exploitations agricoles, les principes commerciaux et en quoi il ne s'agit pas d'un problème social. La question que je veux vous poser — et j'aimerais bien entendre les commentaires des autres — est la suivante: le gouvernement a-t-il un rôle à jouer, à quelque niveau que ce soit, pour soutenir les milieux ruraux du Canada ou les petites exploitations agricoles? A-t-il un rôle à jouer pour soutenir une

espèce d'infrastructure ferroviaire? Devrait-il plutôt n'être là que pour soutenir les agriculteurs en cas de catastrophe?

La conséquence est que, s'il n'y a pas de soutien, beaucoup de nos fermes vont continuer de disparaître. Cela va avoir un effet sur les petites collectivités, à moins que nous trouvions autre chose. Ce qui nous reste, ce sont des exploitations agricoles efficaces, mais en nombres réduits, et qui sont de taille importante.

Je voulais vous demander de formuler des commentaires à ce sujet, à vous et aux autres.

Le président: Monsieur Kirtzinger.

M. Darcy Kirtzinger: Comme M. Thompson l'a dit plus tôt, dans certains endroits, le gouvernement n'a aucun rôle à jouer. Dans ma famille, en tout cas, je sais que les générations de gens les plus âgés pensent ainsi.

Les agriculteurs d'aujourd'hui parlent d'apprendre les techniques de marketing et de connaître les marchés, et l'agriculture doit être vue comme toute autre forme de production. Il faut qu'elle soit fondée sur les marchés. Dans ce cas, non, mais au chapitre de l'éducation, oui, tout à fait. C'est à ce sujet que j'allais m'adresser à M. Gaudet.

L'une des solutions qui est à la portée du gouvernement, c'est de mieux renseigner les gens des villes, certainement l'ensemble des Canadiens, de façon à réduire l'écart entre les milieux urbains et les milieux ruraux en ce qui concerne l'importance de l'agriculture, sa valeur et les répercussions environnementales.

Le président: M. Landals.

Dr Duane Landals: Il est très difficile de dire si le gouvernement devrait soutenir les petites fermes ou non, parce que je pense qu'il s'agit d'une question de nature très sociale. Cependant, il ne fait aucun doute, pour moi, qu'une bonne partie du secteur de la santé animale ou du secteur de l'élevage relève du bien public.

Il y a des problèmes et des questions liés à l'infrastructure. Il y a l'éducation et les services de laboratoire, deux choses que le gouvernement doit soutenir, sans quoi elles vont disparaître. Notre secteur ne peut survivre en s'attendant à ce que les secteurs soutiennent toutes ces choses eux-mêmes. Il y a des gens qui consomment la nourriture et des gens qui vivent dans le milieu et qui ne mangent même pas de viande. Cependant, les questions de santé qui touchent les viandes ont des répercussions sur eux.

Il y a donc un enjeu lié au bien public, et le gouvernement peut assurément offrir son soutien dans le cadre de beaucoup de ces programmes.

Le président: Quelqu'un d'autre?

M. Jurgen Preugschas: Là-dessus, lorsque le gouvernement a tenté d'aider les petits agriculteurs, je pense que ses politiques leur ont malheureusement nuí. Je sais que je vais vous donner l'impression d'écouter un disque qui saute, mais les mesures réglementaires que le gouvernement multiplie fait beaucoup plus de tort aux petits agriculteurs qu'à ceux qui sont à la tête de grandes exploitations agricoles. Nous ne faisons donc que prendre continuellement de l'expansion pour devenir plus efficaces et pour pouvoir payer ces coûts. En faisant toutes ces choses qui vise à protéger on ne sait trop qui ou à augmenter la taille de la bureaucratie, vous avez, en fait, créé des politiques qui éliminent les petites fermes familiales.

• (1145)

Le président: Monsieur Dobson.

M. Bill Dobson: Je vais être très bref.

Nous commençons à être trop nostalgiques lorsque nous entendons « ferme familiale ». La ferme familiale est une unité qui a démontré, depuis des siècles, qu'elle est la plus efficace pour nourrir les habitants de la planète. Le maintien et la préservation de la ferme familiale sont essentiels. Cela ne signifie pas qu'il faut que ce soit des fermes de centaines d'acres avec des poulets, des cochons, des canards et tout le reste. Ce peut être des fermes très spécialisées, et c'est exactement le genre de fermes qui existent à l'heure actuelle.

Mais je veux vous dire autre chose. Les fermes de petite taille ou de taille moyenne ont réussi à passer à travers la période que nous venons de connaître parce qu'elles sont d'une taille qui permet aux agriculteurs, parce qu'ils en ont le temps, d'obtenir un revenu supplémentaire ailleurs. Je ne fais pas la promotion de cette idée, mais ces fermes ont survécu.

Nous avons tendance à penser que la solution est que toutes les exploitations deviennent de plus en plus grosses et de plus en plus efficaces. Cependant, les grandes exploitations agricoles qui ne rapportent pas disparaissent.

M. Alex Atamanenko: Merci.

Je vais aborder la question de l'OMC, et, plus précisément du porc. D'après ce que je sais, notre accès au marché européen est de l'ordre de 0,5 p. 100. L'Union européenne permet un volume d'importation équivalant à 0,5 p. 100 de sa production, mais nous aimerions que ce soit plutôt 5 p. 100, ce qui serait plus réaliste. C'est ce que nous essayons de négocier. Parallèlement, notre gouvernement a dit qu'il allait continuer d'assurer la régulation de l'offre. J'aimerais entendre vos commentaires là-dessus.

Nous voulons augmenter notre part du marché, surtout dans ce domaine. En même temps, il y a un autre domaine de notre secteur agricole que nous voulons garder fort et protéger. Nous l'avons dit publiquement, alors comment concilier ces deux éléments?

M. Jurgen Preugschas: Il ne fait aucun doute que c'est un dilemme et un problème auxquels nous faisons face ici, au Canada. Les éleveurs de porc de l'Alberta et les éleveurs de porc canadiens ne sont pas du tout contre la gestion de l'offre. Il n'y a pas de problème à ce que des groupes veuillent demeurer petits et ne pas contribuer à l'ensemble en faisant des exportations. C'est leur choix. Cependant, il y a un problème lorsque le gouvernement adopte des politiques qui favorisent un secteur au détriment des autres. Voilà notre argument.

L'an dernier, lorsque le Canada a voulu, seul contre 148 pays, protéger les produits sensibles, cela a nui à notre capacité de négociation à l'OMC. Nous devons conserver notre force de négociation à l'OMC, ainsi que le respect dont nous jouissons au sein de cette organisation, pour favoriser les exportations partout dans le monde, et non nuire à certains de nos produits pour en favoriser d'autres. Nous ne voulons pas être en concurrence les uns avec les autres; tout ce que nous vous demandons, c'est de ne pas nuire à notre secteur.

Le président: Merci, monsieur Atamanenko.

Monsieur Easter.

L'hon. Wayne Easter: Merci.

Je vais commencer en disant tout de suite que je suis en désaccord avec Jurgen. Le problème le plus important auquel nous faisons face en ce qui concerne la gestion de l'offre est un problème dont l'origine est au Canada.

J'ai participé aux négociations. Je n'ai pas entendu les autres pays parler de la gestion de l'offre. Je n'ai entendu que l'argument que vous venez de présenter, Jurgen, formulé par l'Alliance canadienne du commerce agro-alimentaire et par d'autres, qui l'utilisent comme

une excuse pour expliquer que nous n'avons pas connu de succès à l'OMC. Je n'entends pas la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou les États-Unis formuler ces arguments. Je ne les entends pas.

Ils vont apprendre à faire front commun. Lorsque nous nous rendons en Europe ou à Genève — et j'y suis allé — et que nous organisons une réunion, ce sont les Canadiens qui débattent du commerce avec leurs ennemis des autres pays, en disant que la gestion de l'offre est notre problème et que nous devons nous en débarrasser pour pouvoir faire du libre-échange. C'est l'un de nos principaux problèmes. Je le dis avec respect.

Monsieur Landals, vous dites que nous n'avons pas mis en place de plan stratégique. C'est vrai; nous ne l'avons pas fait. Je pense que si nous nous comparons avec les Américains, c'est très vrai, surtout au moment où nous commençons à être actifs dans les secteurs de l'éthanol et du biodiesel au pays. Ils ont un plan stratégique. Ils envisagent l'éthanol et le biodiesel du point de vue de la sécurité nationale, du point de vue d'une stratégie nationale en matière de nourriture et du point de vue de l'aide au secteur de la production primaire. Ils n'ont pas tendance à faire ce genre de chose.

Il y a des occasions qui s'offrent à nous; je suis d'accord avec Jurgen là-dessus. Comme pays, nous nous tournons à l'heure actuelle vers l'éthanol et vers le biodiesel comme s'il s'agissait de la solution, tandis que nous devrions envisager l'énergie éolienne, les petites centrales hydroélectriques, le biogaz qu'on peut produire à partir de la biomasse de fumier et de tout le reste, et le bois rendu inutilisable par le dendroctone du pin, en foresterie, mais il semble que nous ne le fassions pas d'un point de vue national et stratégique, du point de vue de l'ensemble du pays.

L'exemple que je vais vous donner, qui est un exemple négatif, est celui de l'enlèvement des abats à risques spécifiés des animaux, le gouvernement fédéral ayant réservé 80 millions de dollars il y a deux ans pour trouver comment faire pour nous débarrasser de ces abats — peut-être en les utilisant pour produire de l'énergie ou autre chose, et en faire un moteur économique. L'échéance à laquelle nous faisons face est le 12 juillet. Le comité découvre, 17 mois plus tard, que le gouvernement fédéral et les provinces n'ont même pas pu s'entendre sur la répartition des fonds. Cela fait 17 mois, et on a réservé 80 millions de dollars. Je pense que le problème tient en partie aux sphères de compétence.

Messieurs, comment faire, en ce qui concerne les filets de sécurité, pour élaborer une stratégie nationale qui adopte une vision à long terme? Quelle sera la situation du secteur dans 20 ans, compte tenu de la complexité de la situation actuelle, qui découle du fait que les provinces, un mélange d'organisations agricoles et le gouvernement fédéral travaillent dans ce dossier — et, pour revenir sur ce qu'a dit Bill, comment nous assurer que les entreprises agricoles aient une certaine propriété et un certain contrôle dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie?

• (1150)

Le président: Vous avez la parole, monsieur Landals.

Dr Duane Landals: C'est un problème très difficile. Je pense qu'il tient en partie à ce dont nous avons parlé : un rôle de chef de file clair. Pour beaucoup des programmes et beaucoup des politiques, nous ne savons pas qui est responsable d'intervenir en premier. Nous ne savons pas de qui ces programmes et politiques relèvent.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments a un mandat très clair au chapitre de l'introduction de maladies animales exotiques; c'est son rôle d'intervenir. Lorsqu'il s'agit d'autres maladies qui ne font pas partie de la liste et qui ne portent pas de nom, nous ne savons pas qui est responsable. La participation provinciale à un programme relatif aux maladies animales exotiques est très importante, et puis il semble toujours y avoir cette concurrence entre les provinces et le gouvernement fédéral.

Je suis plutôt d'accord avec vous. Je pense qu'une bonne partie du problème tient aux sphères de compétence. Je pense que le plan en question doit non seulement nous donner une orientation, mais aussi définir les responsabilités des différents domaines; ce que nous devons définir, c'est, en partie, les rôles de chef de file. Je pense qu'il va falloir communiquer beaucoup pour le faire. De nombreuses personnes devront accepter d'abandonner leur pouvoir et de s'en remettre à une instance supérieure dans les cas où nous devons poursuivre un but commun, qu'il s'agisse des différents secteurs ou des différents gouvernements.

Encore une fois, l'un des défis qui se posent pour notre coalition est de nous assurer que les différents secteurs se parlent pour que nous puissions définir cet objectif commun.

Le président: Monsieur Preugschas.

M. Jurgen Preugschas: Je veux répondre rapidement à la question de M. Easter concernant l'OMC. Le Canada fait partie du Groupe de Cairns, qui défend le libre-échange partout dans le monde. Pour ceux d'entre nous qui sommes en faveur des échanges commerciaux, il y a une frustration qui vient du fait que, chaque fois que le Groupe Cairns diffuse un communiqué, le Canada met un petit astérisque à côté du nom du pays pour indiquer qu'il n'est pas d'accord avec le contenu du communiqué. C'est très malheureux, et on se demande parfois pourquoi nous faisons même partie du Groupe Cairns.

Vous dites qu'aucun autre pays ne défend l'accès autant que les pays membres de l'ACCAA. J'ai aussi été à Genève et j'ai parlé avec les représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de nombreux autres pays. J'ai entendu continuellement les autres pays faire état de leur frustration en ce qui concerne la position antinégociation du Canada. C'est donc quelque chose de très petit.

En outre, en ce qui concerne l'appropriation par les exploitations agricoles des installations de production d'énergie, je pense qu'il s'agit d'une chose essentielle, et je suis tout à fait d'accord avec vous. Comment faire? Je crois qu'il ne faut pas donner tous les fonds disponibles aux grandes multinationales, qui peuvent tout avaler. Peut-être l'exemple allemand n'est-il pas mauvais. Il y a 2 200 digesteurs de biogaz dans des fermes en Allemagne. Est-ce que cela a du sens? À mes yeux, ça a beaucoup de sens.

C'est le genre de choses que nous pouvons faire, si nous prenons cela au sérieux. Si nous sommes sous l'emprise des multinationales qui avalent tous les fonds gouvernementaux, alors nous faisons ce que nous sommes en train de faire.

• (1155)

Le président: M. Dobson.

M. Bill Dobson: Merci de vos questions, monsieur Easter. Vous avez demandé: comment un programme de filet de sécurité peut-il nous amener là où nous devons être dans 20 ans? C'est impossible. Je ne pense pas que c'est comme ça qu'on devrait envisager les choses.

Un programme de filet de sécurité doit servir à la survie. La Fédération canadienne de l'agriculture a un projet de loi agricole

canadien, dont je suis sûr que vous connaissez l'existence. Nous n'étions pas naïfs au point de penser qu'on allait adopter ce document. L'un des trois volets proposés était un volet de croissance stratégique, et c'est comme ça que nous devons commencer à réfléchir — non pas comment les filets de sécurité vont nous amener là où nous devons aller, mais bien comment on va utiliser l'argent de façon stratégique pour obtenir la croissance dont nous avons besoin pour nous assurer que le secteur fonctionne dans le monde complexe dans lequel nous vivons.

Le président: Merci.

Monsieur Thompson.

M. Myron Thompson: Je vais parler rapidement parce que le temps file.

Je veux vous remercier tous de vos exposés.

Je suis d'accord avec mon ami du Bloc pour dire que nous avons besoin de solutions. Nous entendons beaucoup de débats au sujet des problèmes, mais nous avons besoin de solutions.

J'apprécie les très bonnes idées que j'entends, surtout l'idée de Jurgen d'utiliser une sorte d'écotaxe pour payer une partie des coûts, comme vous l'avez dit, je crois. Bien sûr, le problème est le suivant: ici, au Canada, la première chose dont les gens ordinaires se plaignent, c'est que les taxes imposées par le gouvernement sont trop élevées. Immédiatement, lorsqu'on dit, eh bien, la taxe ne va être que de 1 p. 100, et elle va servir à payer le coût — et je peux comprendre — beaucoup de gens vont baisser les bras et dire non.

Je crois donc qu'il doit y avoir une façon d'intégrer un volet monétaire à l'idée de s'occuper des coûts. On ne devrait pas attendre de votre secteur qu'il assume l'intégralité de ces coûts.

L'idée de la propriété des exploitations agricoles me tient à coeur. C'est seulement que je ne suis pas sûr de la manière dont cela devrait se présenter. Qu'est-ce que cela devrait supposer? Quelle genre de stratégie devons-nous mettre en place pour en arriver à cela? S'il y a quoi que ce soit que vous aimeriez dire à ce sujet, je vous prie de le faire.

En ce qui concerne la santé animale, je suis curieux. Je vis à Sundre, où il y a beaucoup d'activités dans le secteur de l'élevage. Il y a beaucoup de bovins, etc. Il y a des wapitis sur les bottes de foin, qui avalent une bonne partie du foin. Nous essayons d'utiliser au mieux le foin plus tard en le donnant à manger aux bovins et aux autres animaux. Les oiseaux migrateurs viennent et repartent.

Je me pose la question suivante: qu'en est-il des animaux sauvages, dans le contexte du genre de stratégie qui peut être en cours d'élaboration pour protéger nos animaux?

Le président: Qui veut répondre en premier?

À titre d'information, nous prolongeons la séance, parce que nous avons commencé 15 minutes en retard.

Monsieur Preugschas.

M. Jurgen Preugschas: Je ne vais plus parler de l'écotaxe, mais je pense que nous devons examiner cela et bien régler la question. On lance une idée; c'est très facile pour les gens de dire que ce n'est pas une bonne idée, ou qu'il ne s'agit que d'une autre taxe. Nous devons envisager des façons de promouvoir l'idée.

J'en ai parlé à quelques personnes, et lorsqu'on compare l'écotaxe à la taxe sur les pneus, la plupart des gens ne s'y opposent pas vraiment.

En ce qui concerne le fait que les entreprises agricoles soient propriétaires de ces projets — qu'il s'agisse d'un biodigester, de l'éthanol, de l'éolien ou d'un quelconque autre projet du genre — le fait que les exploitations agricoles soient propriétaires est essentiel. Nous devons trouver des manières de garder ces projets petits, de rendre les fonds que vous allez fournir disponibles et d'établir les critères, de façon à permettre aux fermes d'être propriétaires. Je ne pense pas du tout que c'est bizarre, et je pense que c'est tout à fait réalisable.

Nos organisations seront très heureuses de travailler avec vous à l'élaboration d'un plan.

• (1200)

Le président: Monsieur Landals.

Dr Duane Landals: Merci de votre question, monsieur Thompson.

Ce que vous avez dit va tout à fait dans le sens de ce que nous essayons de dire, qu'il faut une stratégie sur la santé des animaux sauvages au Canada. Nous avons en partie élaboré une stratégie en matière de santé des animaux aquatiques. Nous avons besoin d'une stratégie sur la santé des animaux d'élevage, ainsi que d'une stratégie globale, pour voir comment l'une s'intègre à l'autre.

Si chacun des domaines d'intérêt élabore sa propre stratégie et qu'il n'y pas de communication entre les intervenants de ces domaines, nous n'arriverons pas à régler le problème. Au chapitre de la biosécurité nationale, où il y a évidemment des liens entre la volaille dans les fermes et la sauvagine migratoire, même si ces animaux relèvent d'autorités différentes — la sauvagine relève peut-être des pêches et de la faune, et la volaille, de l'agriculture — nous devons nous assurer d'établir des liens entre les différentes stratégies. C'est la raison pour laquelle il faut que nous adoptions cette stratégie globale de haut niveau en matière de santé animale, qui porte sur tous les animaux. Ensuite, de façon précise, dans le domaine de l'agriculture, il faut que nous adoptions une stratégie sur la santé des animaux d'élevage.

Nous devons aussi savoir quels sont nos liens avec les autres espèces et les autres risques. En vérité, c'est la même chose en ce qui concerne les liens avec la santé humaine. Nous parlons de l'humain comme d'une espèce non animale, mais, en fait, la santé publique fait aussi partie d'une stratégie globale.

Le président: Monsieur Dobson.

M. Bill Dobson: Monsieur Thompson, merci d'avoir posé la question au sujet du fait que les producteurs soient propriétaires. Il est malheureux que je ne dispose pas de deux heures encore pour répondre à cette question. Nous devons envisager les choses de façon plus générale, et non le contraire, en ce qui concerne la propriété. Nous avons besoin d'assurer la coordination. Nous avons clairement vu ce qu'il est advenu de l'idée des usines d'abattage appartenant aux producteurs. Il y a eu une centaine d'initiatives différentes dans l'ensemble du pays. On sort un peu d'argent pour faire une étude de faisabilité. La majeure partie de l'argent aboutit chez le consultant, sans aucune coordination, par rapport à ce qu'on obtiendra au bout du compte.

Ici, dans la province, nous pourrions nous approprier le secteur du biodiesel si nous nous mettions tous ensemble pour lancer une grande initiative. Tout cela tient à l'argent et à la coordination.

J'ai entendu parler d'une usine de production d'éthanol en Ontario pour laquelle il a fallu cinq ans juste pour amasser suffisamment de capital pour lancer le projet.

Je vis près de Lloydminster. On a annoncé là-bas qu'on allait construire une usine de production d'éthanol et on a tout de suite commencé à la construire. Il est très, très important d'obtenir des capitaux, et il faut s'y consacrer. Quand on veut, on peut.

Le président: Je m'excuse, monsieur Thompson, votre temps est écoulé.

Monsieur Hubbard.

L'hon. Charles Hubbard: Merci, monsieur le président.

Je voudrais d'abord poser une question d'ordre général. Nous investissons beaucoup d'argent dans les programmes fédéraux. En profitez-vous? Ont-ils des répercussions, ou ne s'agit-il que de poudre aux yeux? Nous faisons des annonces concernant l'investissement de millions et de milliards de dollars. Est-ce que cet argent aboutit vraiment chez les producteurs qui peuvent en profiter?

Parlons d'abord de l'orge. Quels sont les avantages des programmes fédéraux pour votre groupe?

M. Darcy Kirtzinger: Il y a assurément des avantages. Je pense que la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui, c'est pour parler de l'avenir des processus de gestion des risques des entreprises. Dans l'état actuel, ils sont d'une certaine utilité, mais, comme je l'ai dit déjà, il y a les besoins et il y a l'admissibilité.

L'hon. Charles Hubbard: Quels sont les programmes qui vous aident?

M. Darcy Kirtzinger: Je ne suis pas producteur d'orge; je suis un éleveur de bétail, mais —

L'hon. Charles Hubbard: Nous devons faire attention, monsieur le président.

Je pensais vous avoir entendu dire au début que vous représentiez 17 000 producteurs d'orge.

M. Darcy Kirtzinger: C'est mon travail; ce n'est pas ce que je fais. Eh bien, c'est ce que je fais —

L'hon. Charles Hubbard: Vous devez en savoir suffisamment sur votre secteur pour nous en parler. Est-ce que les paiements à l'avance pour la plantation —?

M. Darcy Kirtzinger: C'est le cas, mais, comme on l'a déjà dit, lorsque les marges diminuent chaque année et que la base diminue chaque année, et qu'on regarde en arrière pour constater que, soudainement, la diminution n'est plus aussi importante qu'auparavant... C'est lorsqu'il y a d'importantes fluctuations que le programme est le plus utile, mais lorsque ça diminue d'année en année —

L'hon. Charles Hubbard: Monsieur Taylor voudrait répondre.

M. Matt Taylor: Si votre question porte directement sur la gestion des risques de l'entreprise, je ne peux y répondre. C'est là que des tonnes d'argent aboutissent. Cependant, en ce qui concerne certaines des crises agricoles survenues au pays au cours des quelques dernières années, certaines de ces crises — quelques-unes de celles-ci — étaient liées à la santé animale. Où intégrer le volet santé animale dans notre ministère fédéral de l'agriculture?

Je travaille dans le domaine à temps plein. Je ne sais pas qui dirige au sein du ministère à l'heure actuelle. Y a-t-il un programme dans le cadre duquel le secteur peut obtenir une aide financière pour le renforcement de ses capacités dans le domaine? Cela fait cinq ans que le programme existe. Malheureusement, jusqu'à maintenant, il ne s'agit pas d'un poste budgétaire reconnu. Votre aide nous serait utile dans ce domaine.

• (1205)

L'hon. Charles Hubbard: Ce qui vous préoccupe donc vraiment, c'est que nous nous penchons surtout sur les catastrophes, que ce soit le problème de la grippe aviaire ou de l'EBS, parce que nous ne disposons pas d'un programme régulier nous permettant de prévenir certaines de ces catastrophes.

M. Matt Taylor: Oui. Il y a un ensemble de mesures disparates. Nous n'avons pas de démarche stratégique. Nous avons repéré les endroits où il y a des lacunes dans cet ensemble de mesures disparates, et nous n'avons pas de fonds pour les combler.

Le président: M. Dobson tente d'intervenir aussi.

M. Bill Dobson: Je veux simplement dire que je pense que l'argent qui est investi en agriculture est bien dépensé. Par contre, je ne peux répondre à la question de savoir si les choses vont dans la bonne direction, sur le plan stratégique.

Il y a quelques années, un député m'a posé une question à l'occasion d'une réception. Il m'a dit : « Vous savez, nous venons de vous donner un milliard de dollars. Pourquoi vous plaignez-vous toujours? » J'ai improvisé une réponse, mais je dois admettre que je ne savais pas à quel point le secteur est gros. Je suis rentré chez moi, et j'ai pris connaissance du fait que le secteur de la production céréalière avait engrangé 15 milliards de dollars cette année-là. Le prix des céréales pourrait doubler que je n'aurais pas encore trop d'argent. Je pense donc que ce que je veux dire, c'est que les sommes investies sont importantes, mais le secteur est énorme. L'argent est bien reçu, et, croyez-moi, nous l'utilisons bien.

L'hon. Charles Hubbard: Pour revenir à M. Landals, alors, en ce qui concerne Santé Canada, et la relation entre votre groupe et Santé Canada, est-ce que les liens sont suffisamment étroits, ou est-ce que cela pose problème pour les deux groupes? La santé animale et la santé humaine sont très étroitement liées. Elles relèvent de Santé Canada, mais est-ce que les deux groupes travaillent en collaboration suffisamment étroite pour déterminer quels sont les meilleurs résultats qu'on puisse présenter aux Canadiens?

Duane Landals: Je dirais que l'Agence de la santé publique du Canada, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un processus relativement nouveau, travaille en collaboration plus étroite qu'auparavant. Il était clair, dans le passé, qu'il y avait, d'un côté, la santé humaine, de

l'autre, toute la question de la santé animale, mais je pense que nous sommes en train de nous rapprocher. Il faut travailler en collaboration plus étroite et tenir compte du financement des projets, des laboratoires, de ce genre de choses. On effectue beaucoup de travail commun; il ne s'agit pas de deux programmes indépendants. C'est certainement un domaine où les regroupements pourraient être un gaspillage de ressources.

Il y a toujours place à l'amélioration, mais les choses sont mieux qu'auparavant.

Le président: M. Preugschas voulait intervenir.

M. Jurgen Preugschas: J'aimerais répondre à la question de savoir si l'argent aboutit jusqu'à moi, l'agriculteur. Je me place du point de vue du secteur de l'élevage de porcs. J'ai déjà mentionné le fait que, dans les secteurs de la production de céréales et de l'élevage de bovins, l'argent était bel et bien parvenu jusqu'à moi. Dans le secteur de l'élevage de porc, le PCSRA nous est assurément venu en aide, et je pense que c'est une bonne chose. Je suis d'accord avec Bill pour dire qu'un milliard de dollars semble être une grosse somme, mais, en réalité, lorsqu'on la partage entre tous les membres du secteur, si les recettes d'une ferme sont de deux ou trois millions de dollars, que va changer un chèque de 2 000 \$ dans ma vie? Ce sont des problèmes. L'argent dont Bill a parlé est vraiment très important.

Du côté de la santé, de l'élevage de porc, nous travaillons à l'heure actuelle avec le gouvernement sur le circovirus — et le gouvernement reconnaît l'existence du problème — mais nous devons être plus vites sur la gâchette en ce qui concerne certains de ces problèmes. Le circovirus a dévasté le secteur canadien de l'élevage de porcs. Il a complètement démoli certaines entreprises, et, deux ans plus tard, nous faisons finalement quelque chose à ce sujet.

Le président: Merci.

Nous avons prolongé la séance de dix minutes. Merci à tous de vos interventions et de nous avoir fait part de vos idées pour nous aider dans le cadre de nos discussions et de notre débat continu sur l'avenir du CSA.

Sur ce, nous allons suspendre la séance et prendre de 50 minutes à une heure pour dîner.

Le comité suspend ses travaux.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.